

MESSAGE N° 248 14 février 2006
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
relatif au projet de loi sur
l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (LIAG)

Nous avons l'honneur de vous soumettre un message à l'appui d'un projet de loi sur l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg.

Le présent message accompagnant ce projet comporte les chapitres et subdivisions suivants:

- 1 Institut agricole de l'état de Fribourg (IAG)**
 - 1.1 Brève présentation de l'IAG
 - 1.2 Domaines d'activité de l'IAG
 - 1.3 Structure actuelle de l'IAG
- 2 Nécessité du projet**
 - 2.1 Projet de loi cantonale sur l'agriculture
 - 2.2 Loi actuelle sur l'IAG
- 3 Lignes directrices et contenu du projet**
 - 3.1 Quelques considérations générales
 - 3.2 Lignes directrices du projet
 - 3.3 Contenu du projet
- 4 Commentaire du projet**
 - 4.1 Systématique du projet
 - 4.2 Articles du projet
- 5 Incidences du projet**
 - 5.1 Incidences financières
 - 5.2 Influence du projet sur la répartition des tâches Etat-communes
 - 5.3 Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité
 - 5.4 Référendums législatif et financier

1. INSTITUT AGRICOLE DE L'ÉTAT DE FRIBOURG (IAG)

1.1 Brève présentation de l'IAG

L'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (ci-après: IAG ou Institut) est un établissement public doté de la personnalité juridique, rattaché administrativement à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (ci-après: DIAF). Son siège se trouve à Grangeneuve, sur le territoire de la commune d'Hauterive.

Depuis 1998, il fait partie des unités pilotes désignées par le Conseil d'Etat dans le cadre du projet relatif à la gestion par mandat de prestations. Son effectif en personnel représente actuellement environ 140 équivalents plein temps répartis en quatre catégories: personnel enseignant, personnel technique, personnel d'exploitation et personnel administratif. Il est certifié ISO 9001 depuis 1999 et a obtenu en 2005 la certification EduQua pour ses activités en formation continue.

L'Institut assume d'abord des activités dans le domaine de la formation (formation professionnelle initiale, cours de préparation au brevet et au diplôme, écoles supérieures spécialisées). Le nombre des personnes qui suivent une formation à l'IAG, toutes branches confondues, ascende aujourd'hui à plus de 800 et ce nombre a constamment augmenté au cours des cinq dernières années. A ces activités de formation, s'ajoutent des prestations de service et des activités de production.

Le savoir-faire de l'IAG en matière de formation professionnelle et de prestations de service découle, d'une part,

du fait que le corps enseignant de l'Institut exerce des tâches comme le conseil, les expertises et d'autres prestations en contact direct avec la pratique, mais aussi, d'autre part, du caractère multidisciplinaire de l'Institut qui permet aux formateurs donnant des cours spécialisés dans un domaine particulier, de tenir compte, dans leur enseignement, des pratiques en vigueur dans les domaines connexes ou apparentés. Dès lors que de multiples formations proches ou apparentées sont enseignées de concert à l'IAG, les personnes apprenantes, mais aussi les enseignants et enseignantes, bénéficient d'une vision large de leurs domaines d'activités. Cette constellation permet de donner aux formations et aux prestations dispensées à l'IAG un caractère multidisciplinaire et complémentaire très apprécié.

Depuis le début des années 90, grâce à des offres de formation uniques, certaines activités de l'IAG ont pris une dimension régionale, voire nationale. Des collaborations et des échanges sont aussi régulièrement concrétisés, à un niveau régional, national et international.

1.2 Domaines d'activité de l'IAG

L'IAG est principalement actif dans les domaines agricole, para-agricole, agro-alimentaire, de l'économie forestière, de l'économie familiale et dans les domaines apparentés. Dans ces domaines, l'IAG exerce essentiellement des activités de formation, de prestations de service et de production:

- a) Les activités de *formation* dispensées par l'IAG concernent la formation professionnelle initiale pour les agriculteurs, les forestiers-bûcherons, les technologues en denrées alimentaires, les technologues en industrie laitière, les gestionnaires en intendance et les aides familiales. L'IAG héberge en outre, sur son site, l'école professionnelle santé-social¹. Pour les formations d'agriculteurs et de forestiers-bûcherons, vu les liens très étroits avec les secteurs agricole et forestier, notamment au niveau des prestations de service offertes, c'est l'IAG qui assure les fonctions d'office d'apprentissage. Par contre, pour les formations de technologues en denrées alimentaires, de technologues en industrie laitière, de gestionnaires en intendance et d'aides familiales, les fonctions de l'office d'apprentissage sont assurées par le Service de la formation professionnelle (SFP) rattaché à la Direction de l'économie et de l'emploi. Dans ce cadre, un partenariat a été défini entre l'IAG et le SFP, lequel précise que l'activité d'enseignement est confiée à l'Institut qui l'assure avec ses propres ressources, notamment au niveau du personnel. L'IAG est le seul centre de formation pour les technologues en industrie laitière et les technologues en denrées alimentaires en Suisse occidentale et comprend, en outre, une école supérieure technique agro-alimentaire (ESTA). L'IAG assure aussi la formation professionnelle supérieure par les cours de préparation à différents brevets et diplômes. Par ailleurs, l'Institut offre aux apprenants et aux apprenantes une école supérieure, actuellement en procédure de reconnaissance, pour les personnes intéressées par le métier d'agro-commerçant (cf. en annexe «Statistique des élèves»).

¹ Cette école assure notamment la formation d'assistant en soins et santé communautaire (jusqu'au certificat fédéral de capacité; CFC). Elle devra prochainement développer le CFC socio-éducatif.

- b) Les *prestations de service* de l'IAG sont diverses et complémentaires. Elles concernent en particulier la vulgarisation agricole, c'est-à-dire la formation continue et le conseil en économie familiale, les prestations du service phytosanitaire cantonal, la formation d'adultes, des prestations de conseils, ainsi que des prestations en relation avec l'application des concepts d'assurance qualité comprenant des activités d'inspection, de conseil et d'analyses. Certaines de ces prestations sont réalisées à un niveau supra-cantonal.
- c) Les activités de *production* servent en priorité d'outil pédagogique et d'outil d'expérimentation.

1.3 Structure actuelle de l'IAG

L'Institut dispose d'infrastructures à la fois diverses et spécialisées. Il est actuellement constitué:

- *de centres de formation*, à savoir:
 - le Centre de formation agricole et forestière;
 - le Centre de formation en économie familiale et
 - le Centre de formation laitière et agro-alimentaire.
- *de services spécialisés*, dont:
 - la Station des productions animales et végétales, qui englobe le service phytosanitaire cantonal;
 - la Station de vulgarisation, d'économie agraire et familiale, ainsi que
 - la Station laitière, comprenant le laboratoire agro-alimentaire fribourgeois (accrédité ISO-CEI 17025) et le Service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière (SICL; accrédité EN 45 004).
- *d'exploitations et d'ateliers de production*, à savoir:
 - des ateliers laitiers;
 - deux exploitations agricoles (l'une située sur le site de Grangeneuve et l'autre sur les communes de Sorens et de Marsens qui produit selon les exigences de l'agriculture biologique);
 - une exploitation porcine;
 - une exploitation maraîchère et horticole;
 - un rucher-école, et
 - un verger-école.
- *de services généraux*, dont:
 - une administration, laquelle offre notamment à l'Institut le support technique, informatique, juridique ainsi qu'une bibliothèque et
 - une infrastructure d'accueil, à savoir en particulier un restaurant, des salles de séminaire, de congrès et un internat.

(cf. en outre en annexe: l'organigramme général).

2. NÉCESSITÉ DU PROJET

2.1 Projet de loi cantonale sur l'agriculture

Les missions imparties à l'agriculture sont aujourd'hui beaucoup plus nombreuses et exigeantes qu'autrefois. Il s'agit désormais pour l'agriculture de veiller, par une pro-

duction répondant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché, à contribuer substantiellement à la sécurité de l'approvisionnement de la population, mais aussi à la conservation des ressources naturelles, à l'entretien du paysage rural et à l'occupation décentralisée du territoire.

Le projet cantonal de loi sur l'agriculture (ci-après: LAgri), présenté simultanément au présent projet de loi, s'inscrit dans le cadre de cette évolution. Le projet de LAgri a pour objectif principal d'exécuter les dispositions fédérales en matière agricole et de définir la politique agricole cantonale.

Le projet de LAgri opère une distinction entre les tâches de nature essentiellement administratives liées à la politique agricole (octroi des contributions directes prévues par la législation fédérales, tâches qui se rapportent aux aides structurelles et aux mesures d'accompagnement social, etc.) et, les tâches dont la nature est étroitement liée aux techniques agricoles et à leur mise en pratique.

Les tâches de nature essentiellement administrative sont confiées au Service de l'agriculture (art. 7 du projet de LAgri). Celles liées aux techniques agricoles et à leur mise en pratique, qui ont trait à la formation professionnelle (formation professionnelle initiale, formation professionnelle supérieure et la formation continue à des fins professionnelles), à la vulgarisation et au conseil, à la recherche appliquée et aux essais dans les domaines agricole, para-agricole (tels que la technologie laitière et en denrées alimentaires, l'agro-commerce), à l'économie forestière et aux domaines apparentés, de même que les tâches et les services de nature technique en rapport avec ces activités, sont par contre confiées à l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (art. 8 du projet de LAgri; voire aussi, dans le même sens, l'art. 3 let. a à e LAgri).

La LAgri fait ainsi de l'Institut «l'instrument» par lequel l'Etat de Fribourg met en œuvre une partie de sa politique agricole et des dispositions fédérales en la matière. La LIAG n'est de ce fait destinée qu'à organiser cet instrument.

L'articulation prévue entre la loi sur l'IAG et les lois spéciales permettra prioritairement de profiter des qualités de «centre de compétences» de l'Institut, afin de contribuer de manière optimale au développement d'une agriculture devenue multifonctionnelle. Cela n'empêchera cependant pas, même si l'accent est mis sur la nature prioritairement agricole de l'Institut (LAgri), que d'autres législations traitant de domaines apparentés prévoient elles aussi que des formations ou des prestations relevant de ces domaines soient réalisées par l'Institut.

Grâce à ce système, l'IAG sera en mesure d'adapter continuellement son offre en fonction de la demande. En effet, la souplesse octroyée permettra à l'Institut d'exécuter les tâches principalement apparentées aux métiers de la terre qui lui sont régulièrement assignées par les lois spéciales sans devoir systématiquement procéder à des modifications ou adaptations de la LIAG (notamment par le biais d'un organigramme flexible).

2.2 Loi actuelle sur l'IAG

La «Loi du 19 février 1992 sur l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg, à Grangeneuve¹» a été conçue au début des

¹ Loi du 19 février 1992 sur l'Institut agricole de Grangeneuve (ci-après: LIAG; RSF 911.10.1).

années nonante. Elle donne à l'Institut un cadre juridique strict, tant en ce qui concerne sa structure (p. ex: énumération exhaustive des Centres de formation et des Stations cantonales, ainsi que de leur organisation respective), que ses domaines d'activités (p. ex: buts définis directement dans la LIAG).

Comme relevé précédemment, il est désormais essentiel de donner à l'IAG le cadre juridique souple qui lui permettra d'accomplir les multiples fonctions qui lui sont déjà et lui seront encore dévolues dans le domaine agricole et dans les domaines apparentés.

En effet, si le cadre fixé par la loi actuelle sur l'IAG n'a pas, jusqu'à ce jour, empêché l'Institut de s'adapter aux réalités, il risque à terme de freiner son développement et de pénaliser son fonctionnement.

3. LIGNES DIRECTRICES ET CONTENU DU PROJET

3.1 Quelques considérations générales

En sa qualité d'établissement public doté de la personnalité juridique, l'IAG est, notamment pour les raisons contextuelles et de politique agricole exprimées précédemment, rattaché administrativement à la Direction en charge des affaires agricoles.

Ce rattachement particulier implique, selon l'article 71 al. 3 de la LOCEA¹, que l'IAG a le droit de régler son *organisation* (N.B. interne) dans la mesure où celle-ci n'est fixée ni par la législation spéciale, ni par le Conseil d'Etat.

En ce qui concerne les *relations* qu'il doit y avoir entre l'établissement et la Direction à laquelle il est rattaché, l'article 61 LOCEA prévoit que sauf dispositions contenues dans la législation spéciale concernant en particulier la surveillance des établissements personnalisés, les unités rattachées administrativement à une Direction sont indépendantes de celle-ci sous les réserves suivantes:

- a) les objets qu'il soumet au Conseil d'Etat doivent être présentés par cette Direction, qui peut faire valoir son point de vue lors de cette présentation, et
- b) sa gestion demeure soumise à la surveillance de cette Direction.

Cela signifie que sous réserve des règles spéciales contenues dans le présent projet de loi, l'Institut ne peut pas être conduit comme la plupart des unités administratives de l'Etat, mais doit garder une certaine autonomie dans la manière de s'organiser, de fixer ses priorités et d'orienter sa politique.

En l'occurrence, l'autonomie octroyée à l'Institut trouve d'abord sa justification dans la nature même des tâches qu'il est amené à remplir. Considérant par exemple que seules les personnes chargées de la formation ont, dans leurs domaines respectifs, les compétences scientifiques requises, l'IAG doit en principe pouvoir fixer lui-même, notamment, ses programmes d'enseignement et ses activités de recherche. Il doit aussi, sous réserve de l'engagement de ses cadres supérieurs, pouvoir jouer un rôle déterminant dans le choix de son personnel. L'autonomie

octroyée à l'Institut trouve encore sa justification dans le fait que des unités de production agricoles, maraîchères, horticoles et laitières lui sont rattachées, ce qui signifie que l'IAG est amené à accomplir de nombreuses opérations commerciales, telles qu'achat et vente de produits et achat de matériel lié à ces unités. De même, il exécute de nombreuses prestations de service pour des tiers. Il doit donc jouir de la capacité contractuelle.

En tenant compte du contexte précité, le présent projet de loi s'attache à poser certaines règles d'organisation internes relatives à l'IAG, ainsi que des règles spécifiques relatives à sa surveillance par l'intermédiaire d'instruments externes.

3.2 Lignes directrices du projet

Les formations professionnelles, initiales et continues, sont devenues des éléments essentiels de la nouvelle politique agricole. L'octroi des contributions générales, écologiques et éthologiques est par exemple lié au respect des exigences fixées par la Confédération, entre autres en matière de formation professionnelle agricole. Afin de réaliser de manière optimale les vœux de la population en matière de protection des consommateurs, de protection de la nature et des animaux, les agriculteurs ont donc dû devenir, en l'espace de quelques années, des professionnels dans chacune des branches précitées.

Cela a pour effet corrélatif que les secteurs agricole et agro-alimentaire fribourgeois et leurs acteurs doivent pouvoir bénéficier de formations et de prestations de service de haute qualité, lesquelles doivent en même temps garantir le caractère désormais multifonctionnel de l'agriculture. L'importance croissante de l'économie laitière et agro-alimentaire dans le canton de Fribourg en termes d'emploi, de mise en valeur de la production agricole et finalement en termes économiques suppose aussi, dans ce sens, le développement de l'IAG. De même, face aux préoccupations actuelles dans le cadre notamment de la sécurité alimentaire, de la consommation et des services de proximité, le besoin de formation et de vulgarisation en économie familiale demeure incontournable.

Des centres de compétence tels que l'IAG ont par voie de conséquence le devoir d'adapter continuellement leur offre en fonction de cette nouvelle réalité, motivante il est vrai, mais aussi toujours plus contraignante. Des objectifs ambitieux de performance et de gestion doivent ainsi être impartis à l'IAG, lesquels forment simultanément les lignes directrices du présent projet de loi. Ce sont les suivants:

- faire de l'IAG un *centre de compétences* dans les domaines de la formation et des prestations de service pour les professions de la terre, de l'agro-alimentaire, de l'économie familiale et des domaines apparentés;
- contribuer à la *promotion de ces professions et leur développement*;
- favoriser la *compréhension réciproque et l'ouverture* entre les personnes actives dans ces professions et celles des autres secteurs économiques.

3.3 Contenu du projet

En disposant que «les activités et les mesures en faveur de la formation professionnelle, de la vulgarisation, du conseil, de la recherche appliquée, d'essais ou de services

¹ Loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA), RSF 122.0.1

sont régies par la loi sur l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg à Grangeneuve», l'article 15 LAgri rappelle que dans les domaines agricoles et apparentés, la LIAG n'est censée régir que les modalités d'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Le projet de LIAG est dès lors une loi permettant de mettre à disposition du canton un instrument, à savoir l'Institut, destiné à concrétiser la politique cantonale dans les domaines où son utilisation paraît opportune. Il se comprend ainsi, de par son objet (art. 1 du projet de LIAG), comme une loi dite «organique». Outre contenir des dispositions sur les modalités d'exécution des tâches qui lui sont confiées (art. 1 let. c du projet de LIAG), le projet de LIAG règle le statut de l'Institut (art. 1 let. a du projet de LIAG), son organisation (art. 1 let. b du projet de LIAG), son financement (art. 1 let. d du projet de LIAG), ainsi que le statut des personnes qui y suivent une formation (art. 1 let. e du projet de LIAG).

Ce qui précède ne doit toutefois pas occulter le fait que la LIAG sera appelée indirectement à continuer à régir et à coordonner les multiples tâches qui sont et seront encore dévolues à l'Institut. En tant que telle, cette loi devra donc aussi être, en quelque sorte, la garante de la bonne exécution de ces tâches, qu'elles soient assignées à l'Institut par la loi cantonale sur l'agriculture ou par d'autres lois spéciales. Il s'agit pour l'heure, en particulier, de la production d'une alimentation saine et de qualité optimale à l'intention de notre population, de la protection de l'environnement et des animaux par l'enseignement de techniques de production en accord avec la nature, ainsi que d'une formation de haut niveau offerte à notre jeunesse, qui se prolonge par une formation continue, notamment en matières d'agriculture, d'agro-alimentaire et d'économie familiale.

De même, la diversité des tâches exécutées à l'Institut, conjuguée avec la flexibilité qui lui est octroyée par le projet de loi, sont destinées à donner aux personnes apprenantes une formation polyvalente, dynamique et tournée vers l'avenir, qui les incitera à être entreprenantes, imaginatives et responsables.

4. COMMENTAIRE DU PROJET

4.1 Systématique du projet

Le projet de loi débute par les règles fondamentales relatives, notamment, à l'existence de l'Institut (p. ex: statut, rattachement administratif, mais aussi utilisation de la langue partenaire; cf. art. 1 à 3 du projet de LIAG).

Dans son chapitre 2 (art. 4 à 17 du projet de LIAG), le projet de loi détermine d'abord l'organisation externe de l'Institut. Il désigne ainsi les «organes» ou instruments externes qui sont chargés de le surveiller, de le conseiller ou de le contrôler et fixe leurs attributions (art. 4 à 9 du projet de LIAG). Il définit ensuite l'organisation interne de l'Institut en mentionnant d'abord ses organes propres, à savoir le Conseil de direction et le directeur ou la directrice de l'Institut (art. 10 à 12 du projet de LIAG). Dans ce même sous-chapitre, il décrit ensuite, dans les grandes lignes, la structure de l'Institut (art. 13 à 16 du projet de LIAG), ce qui l'amène ensuite naturellement à faire mention des droits et obligations de son personnel (art. 17 du projet de LIAG; renvoi à la LPers¹).

Le chapitre 3 (art. 18 à 23 du projet de LIAG) a trait à l'exécution des tâches de l'Institut et à son financement. Comme relevé précédemment, les tâches confiées à l'Institut dépendront des lois spéciales, en particulier de la LAgri. En ce qui concerne le financement de l'Institut, il est proposé, au regard de son statut de personne morale, de le soumettre au système de l'enveloppe budgétaire, à l'instar de ce qui a été décidé pour la Haute école pédagogique (LHEP²).

Le chapitre 4 (art. 24 à 28 du projet de LIAG) a trait au statut des personnes en formation. Il pose notamment certaines règles quant à leur responsabilisation, mais aussi en ce qui concerne leurs droits et obligations.

Les voies de droit relativement aux décisions prises à l'IAG sont traitées dans le chapitre 5 (art. 29 à 35 du projet de LIAG).

4.2 Articles du projet

Art. 1 *Objet*

L'article premier du projet de LIAG résume les divers aspects qui y sont réglés. Il n'a qu'une portée descriptive.

Art. 2 *Statut*

L'article 2 al. 1 *in initio* du projet de LIAG dispose que l'Institut est un établissement public doté de la personnalité juridique. A l'instar de son rattachement administratif à la Direction en charge des affaires agricoles (art. 2 al. 3 du projet de LIAG), il s'agit là de la perpétuation de la situation existante.

L'article 2 al. 1 2^e phrase du projet de loi précise que l'Institut a son siège sur le territoire de la commune d'Hauterive, à Grangeneuve. Ceci ne signifie pas que tous les bâtiments de l'Institut doivent se trouver sur la commune d'Hauterive, mais bien que son domicile, en tant que personne juridique distincte, s'y trouve. Dans la mesure où la dénomination «Grangeneuve» est devenue usuelle³ et est communément utilisée pour désigner l'Institut, il a été jugé opportun de nommer dans la loi le site, en l'occurrence «Grangeneuve» sur lequel se trouvent, à ce jour, les principaux bâtiments de l'Institut.

Le sigle et l'abréviation de l'Institut jouissant d'une certaine notoriété, il a également été jugé opportun de mentionner cette dernière dans la loi (art. 2 al. 2 du projet de loi).

L'alinéa 4 précise que l'Institut est exempt d'impôts. Cette précision n'est qu'une reprise des principes notamment formulés aux articles 97 al. 1 let. b de la loi sur les impôts cantonaux directs et 2 de la loi sur les impôts communaux, d'ores et déjà appliqués.

Art. 3 *Langues*

Cet article rappelle que l'Institut doit assurer l'exécution de ses tâches dans les deux langues partenaires en priorité par la mise à contribution de ses propres ressources. Dans certains cas, par exemple en raison de manque d'effectifs, il assume son bilinguisme en sous-traitant des prestations à d'autres partenaires.

¹ Loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers), RSF 122.70.1

² Loi du 4 octobre 1999 sur la Haute Ecole pédagogique (LHEP), RSF 412.2.1

³ cf. par exemple le nom de son site Internet: www.grangeneuve.ch

L'Institut devra en outre développer des prestations favorisant l'apprentissage de la langue partenaire et l'échange entre les deux communautés linguistiques du canton. L'Institut offre d'ores et déjà à certains de ses élèves la possibilité de suivre des cours dans l'autre langue. En outre, certaines formations sont bilingues.

Art. 4 Conseil d'Etat

L'article 4 al. 1 LOCEA prévoit que le Conseil d'Etat a pour tâche de diriger l'administration cantonale, ce qui implique en particulier, selon ses lettres a, b et e:

- a) de définir les objectifs généraux de l'administration et fixer ses priorités;
- b) d'accomplir les tâches d'organisation et de gestion de l'administration qui lui sont dévolues par la législation spéciale; [...]
- e) d'exercer sur l'administration une surveillance systématique.

L'autonomie laissée à l'Institut appelle en contrepartie un contrôle de la part de l'Etat. C'est la raison pour laquelle le chapitre «organisation» débute par une disposition rappelant que le Conseil d'Etat possède une compétence de haute surveillance sur l'Institut (art. 4 al. 1 du projet de loi). Il s'agit là d'une disposition qui n'a qu'une portée didactique en raison de l'existence de l'article 4 al. 1 let. e LOCEA. L'expression «haute surveillance» a été retenue, afin de rappeler indirectement que la Direction dispose aussi, à son niveau, de compétences spéciales de surveillance sur l'Institut (cf. ci-après: art. 5 du projet de loi).

Conformément à l'article 4 al. 1 let. b LOCEA, l'article 4 al. 2 du projet de LIAG cite les compétences expressément dévolues au Conseil d'Etat en rapport avec la gestion et le statut de l'Institut. Il s'agit en particulier de la compétence d'adopter le tarif des écolages, des autres taxes et des émoluments perçus par l'Institut, d'adopter les règlements et ordonnances scolaires, ainsi que celle d'engager le directeur ou la directrice de l'Institut.

Il est également prévu que dans l'exercice de ses attributions, le Conseil d'Etat consulte préalablement la commission consultative de l'Institut. Le préavis de la commission consultative est particulièrement utile au Conseil d'Etat dans le cadre de l'étude et de l'approbation de la planification pluriannuelle, de l'enveloppe budgétaire annuelle, des budgets annuels, des comptes et du rapport d'activité de l'Institut (cf. art. 4 al. 2 let. a et art. 8 al. 1 let. d du projet).

Art. 5 Direction

L'article 5 al. 1 du projet signifie que la Direction dont relève l'Institut (N.B. act. la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts) doit exercer sur l'Institut les compétences de surveillance qui lui sont octroyées par l'article 61 al. 1 LOCEA. Cela veut dire concrètement que les objets que l'IAG soumet au Conseil d'Etat doivent être présentés par cette Direction, qui peut donner son point de vue à cette occasion et que la gestion de l'IAG demeure soumise à la surveillance de cette Direction.

Faisant usage de la possibilité aménagée à l'article 61 al. 2 LOCEA, l'article 5 al. 2 du projet octroie à la Direction compétente certaines tâches supplémentaires notamment en relation avec la surveillance de l'Institut. Il s'agit

en particulier pour cette Direction d'approuver les objectifs de gestion de l'Institut, son organigramme, d'assurer le suivi des affaires de l'Institut et, le cas échéant, de lui permettre de donner des instructions. La Direction se voit attribuer la compétence d'engager tous les membres du conseil de direction de l'Institut, à l'exception de son directeur ou de sa directrice. Conformément à la législation sur le personnel de l'Etat, l'engagement des membres du conseil de direction de l'Institut doit toutefois être approuvé par le Conseil d'Etat (cf. art. 8 let. d LPers).

L'article 5 al. 2 let. f du projet donne à la Direction la compétence d'approuver les conventions qui engagent l'Institut. Forte de cette délégation de compétence, la Direction peut à son tour, suivant les cas, déléguer au directeur ou à la directrice de l'Institut la compétence de conclure de telles conventions (art. 5 al. 3 du projet). Il convient de rappeler à cet égard que lorsque le canton est lui-même engagé, c'est le Conseil d'Etat qui doit adhérer à de telles conventions. Ainsi, lorsque les conventions qui engagent l'Institut risquent d'avoir des conséquences politiques (effet sur l'exécution de conventions inter-cantoniales, etc.), il faut considérer qu'il s'agit là de conventions qui engagent le canton, ce qui implique leur soumission au Conseil d'Etat. L'article 100 al. 1 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, qui prévoit que «le Grand Conseil approuve l'adhésion du canton aux traités intercantonaux et internationaux» demeure réservé.

Art. 6 Commission consultative:

a) Rôle

L'Institut dispose à l'heure actuelle d'un «Conseil de surveillance». Ce «Conseil» est surtout consulté lorsqu'il s'agit, pour l'Institut, de se déterminer ou de se forger une opinion sur certaines interrogations ou de prendre certaines décisions relatives à ses activités. Il s'agit là d'un «instrument» fort utile dont disposent le Conseil d'Etat et l'Institut lui-même pour traiter des questions touchant ce dernier de manière fondamentale. Ce «Conseil» peut aussi s'avérer profitable au Conseil d'Etat lorsque celui-ci est saisi de questions techniques particulières.

Il convient de poser clairement les tâches, les compétences et par conséquent les responsabilités de ce «Conseil». Pour y contribuer, le projet de loi propose de modifier sa dénomination en abandonnant le terme «Conseil de surveillance» et en l'appelant désormais «Commission consultative». Cette dénomination permet d'une part de souligner sans équivoque qu'il s'agit là d'une commission administrative soumise à la loi du 22 septembre 1982 réglant la durée des fonctions publiques accessoires et d'autre part de rappeler textuellement que ses tâches sont par nature consultatives. Comme il ne s'agit pas là d'une commission organique de l'Institut, il est proposé d'intégrer la «Commission consultative» sous la subdivision «Organisation externe» de l'Institut.

Art. 7 Commission consultative:

b) Composition et organisation

L'article 7 du projet fixe la composition de la «Commission consultative», ainsi que les principes de base selon lesquels elle doit s'organiser.

Considérant que l'Institut est actif dans de nombreux corps de métiers en lien avec les formations dispensées, il est important que les multiples prestations fournies par l'Institut soient représentées au sein de la «Commission

consultative». Il s'agit aussi d'y assurer une représentativité équitable des sexes, des régions et des langues. Pour réaliser cet objectif, il est indispensable de fixer, outre le président ou la présidente, le nombre des membres de la Commission à un minimum de huit, le maximum étant fixé à douze. Cette représentativité permet non seulement d'assurer la participation active de tous les secteurs d'activité de l'Institut, ce qui permet des échanges fructueux, mais aussi de favoriser la cohésion de l'Institut.

Pour le surplus, comme elle n'a pas un rôle organique, la Commission consultative est régie par la réglementation relative à l'organisation et le fonctionnement des commissions de l'Etat.

Art. 8 Commission consultative: **c) Attributions**

L'article 8 du projet décrit les attributions de la Commission.

Ses interventions portent en particulier sur les objectifs de gestion de l'Institut dans le cadre des missions et mandats qui lui sont attribués, sur les budgets, les comptes et le rapport d'activité de l'Institut ainsi que sur les dispositions d'exécution de la LIAG.

Eu égard au rôle consultatif de cette Commission, celle-ci n'a pas dans ses attributions la compétence d'adresser des instructions à la direction de l'Institut. Les échanges qui interviennent à l'occasion des travaux de la Commission permettent d'informer ou d'orienter suffisamment le directeur ou la directrice de l'Institut, qui participe à ces séances.

Art. 9 Organe de révision

Cet article souligne que l'organe de révision financière de l'Institut est l'Inspection des finances. Dans la mesure où il ne fait pas partie de l'organisation interne de l'Institut, cet organe est placé, selon la systématique de la loi, sous la rubrique «Organisation externe» de l'Institut.

Art. 10 Organes de l'Institut: **a) Généralités**

Les organes de l'Institut sont: le conseil de direction et le directeur ou la directrice de l'Institut.

Art. 11 Organes de l'Institut: **b) Conseil de direction**

Le conseil de direction a pour tâche première de déterminer, de manière collégiale, les grandes lignes de développement de l'Institut. L'institution d'un véritable conseil de direction est destinée non seulement à assurer la collaboration active de tous les secteurs d'activité de l'Institut, ce qui suppose des complémentarités fructueuses, mais permet aussi de favoriser la cohésion de l'ensemble de l'Institut.

Selon l'article 11 al. 1 du projet, le conseil de direction est composé du directeur ou de la directrice de l'Institut, qui le préside, des chefs ou des cheffes des centres de formation, des chefs ou des cheffes des stations cantonales, ainsi que du ou de la responsable administratif-ve.

L'article 11 al. 2 du projet présuppose que chacun ou chacune des membres du conseil de direction dispose d'une voix délibérative. Les personnes invitées par le directeur ou la directrice de l'Institut (cf. art. 12 al. 2 lit. h du projet) ne disposent par contre que d'une voix consultative.

L'article 11 al. 3 du projet définit les compétences du conseil de direction, à savoir:

- a) arrêter les orientations, les objectifs et les mesures propres au développement et au fonctionnement de l'Institut;
- b) arrêter les projets relatifs à l'organisation interne de l'Institut et de ses secteurs et à l'organigramme;
- c) arrêter les projets relatifs à la planification pluriannuelle, à l'enveloppe budgétaire annuelle, aux budgets annuels, aux comptes et au rapport d'activité de l'Institut.

Ces objets sont mis à l'ordre du jour des séances du conseil de direction à l'initiative du directeur ou de la directrice de l'Institut.

Art. 12 Organes de l'Institut: **c) Directeur ou directrice de l'Institut**

Sous réserve des compétences expressément accordées au conseil de direction, le directeur ou la directrice de l'Institut joue un rôle central en ce qui concerne la gestion de l'Institut.

Hormis les quelques cas où la compétence de statuer revient au conseil de direction (cf. art. 11 al. 3 du projet), le directeur ou la directrice de l'Institut demeure le supérieur hiérarchique de tout le personnel de l'Institut, y compris de chacun des membres du conseil de direction. L'article 12 al. 3 du projet désigne d'ailleurs expressément le directeur ou la directrice de l'Institut comme étant l'organe compétent «par défaut» à l'intérieur de l'Institut.

Il convient aussi de rappeler qu'en cette qualité, le directeur ou la directrice de l'Institut doit s'assurer que les décisions prises par le conseil de direction sont exécutées par l'ensemble de l'Institut.

Art. 13 Structure de l'Institut: **a) Généralités**

L'article 13 al. 1 du projet décrit la structure de l'Institut, lequel est composé d'un ou de plusieurs centres de formation, d'une ou de plusieurs stations cantonales et de l'administration.

L'article 13 al. 2 du projet prévoit que les centres de formation et les stations cantonales peuvent être assistés de commissions spécialisées. Il s'agit là d'instruments qui doivent être institués par le Conseil d'Etat en suivant les principes fixés au présent article et à l'article 53 LOCEA. Ces commissions représentent une plateforme idéale pour l'échange d'informations et d'expériences; elles sont précieuses, notamment pour le centre ou la station concernée et pour les milieux qu'ils représentent. Elles constituent aussi un élément efficace du contrôle de la réalisation et de la qualité des prestations fournies. Déjà instituées sur la base de la loi actuelle sous la dénomination «commissions consultatives spécialisées», elles donnent pleine satisfaction.

Le projet de loi prévoit que ces commissions sont rattachées administrativement à l'Institut. S'agissant de leurs attributions, elles n'ont en principe qu'un rôle consultatif; des compétences décisionnelles pourront toutefois leur être attribuées par l'intermédiaire de l'acte législatif (par ex: une ordonnance du Conseil d'Etat) qui les créera. De telles compétences pourront par exemple être octroyées, en matière d'apprentissage, pour la reconnaissance des entreprises formatrices. La composition de ces commissions sera également fixée dans cet acte législatif.

Pour le reste, il convient de relever que n'ayant pas un rôle organique, ces commissions spécialisées sont régies par la réglementation générale relative à l'organisation et au fonctionnement des commissions de l'Etat.

Art. 14 Structure de l'Institut:
b) Centres de formation

La formulation choisie est destinée à permettre d'adapter rapidement l'organigramme de l'Institut à d'éventuelles nouvelles orientations.

L'article 14 al. 2 du projet prévoit de donner aux responsables des centres de formation le titre de «chef ou cheffe» desdits centres. Leurs compétences découlent essentiellement de leur cahier des charges. Elles sont aussi fixées, pour une part, par les activités qu'ils ou qu'elles doivent assumer en leur qualité de membres du conseil de direction de l'Institut (art. 11 al. 1 du projet).

Les alinéas 3 et 4 de l'article 14 du projet sont consacrés aux conférences professorales, qui sont essentielles pour assurer aux centres de formation la mise en œuvre d'une politique organisationnelle et pédagogique optimale.

Art. 15 Structure de l'Institut:
c) Stations cantonales

Comme pour les centres de formation, la formulation choisie est destinée à assurer la possibilité d'adapter rapidement l'organigramme de l'Institut à d'éventuelles nouvelles orientations. Les stations sont dirigées par les chefs de station (art. 15 al. 2 du projet). Leurs compétences découlent essentiellement de leur cahier des charges. Elles sont aussi fixées, pour une part, par les activités qu'ils ou qu'elles doivent assumer en leur qualité de membre du conseil de direction de l'Institut (art. 11 al. 1 du projet).

Art. 16 Structure de l'Institut:
d) Administration

L'administration assure, pour l'ensemble de l'Institut, l'organisation générale, comprenant par exemple la gestion du personnel, des infrastructures et de la logistique, ainsi que les logements et la restauration. Elle regroupe les tâches administratives de l'Institut lui-même, soit celles relatives à la tenue de son secrétariat et de sa comptabilité. Le regroupement de certaines tâches générales d'administration au sein de ce secteur permet de réaliser des économies d'échelle (art. 16 al. 1 du projet de LIAG).

Elle est placée sous la responsabilité d'un ou d'une responsable administrative (art. 16 al. 2 du projet de LIAG). Celui-ci ou celle-ci, sous réserve d'une éventuelle délégation de compétence de la part du directeur ou de la directrice de l'Institut, n'a pas de compétence d'engagement.

Certains membres du personnel administratif et technique demeurent toutefois intégrés aux centres de formation ou stations cantonales dont ils dépendent directement.

Art. 17 Statut du personnel

A l'instar de la loi actuelle, le projet de loi prévoit expressément que le personnel de l'Institut reste soumis à la législation sur le personnel de l'Etat (art. 17 al. 1 du projet de LIAG).

Cette législation, récente, donne à l'Institut la marge de manœuvre nécessaire pour gérer son personnel en fonction de ses besoins spécifiques (horaires spéciaux en rap-

port avec les professions enseignées, etc.). Il a ainsi été jugé inutile de prévoir dans le projet de loi, à l'instar de ce qui avait déjà été décidé pour la loi actuelle, des règles légales spéciales pour le personnel de l'Institut. Au cas où des particularités de l'Institut exigeraient des aménagements, ceux-ci devront respecter le cadre défini par la LPers. Ces prescriptions particulières pourront, si nécessaire, être fixées dans le règlement d'exécution de la présente loi.

Art. 18 Tâches de l'Institut

L'article 18 al. 1 du projet dispose que les domaines d'activité de l'Institut sont définis dans la législation, en particulier dans la LAgri (cf. à ce sujet ch. 2.1 du présent message). L'articulation proposée entre la LIAG et la législation (spéciale) est destinée à assurer aux professionnels actifs dans les domaines concernés un enseignement et des prestations axés, notamment, sur le nouveau rôle imparté au monde agricole.

Eu égard aux multiples compétences rassemblées à l'Institut, l'IAG continuera à remplir les tâches qui lui sont déjà assignées dans des domaines tels que, par exemple, la protection des consommateurs, de l'environnement, des eaux, des animaux, etc. D'autres tâches pourront encore être confiées à l'IAG par la législation, notamment dans le cadre de nouvelles formations ou de regroupement de formations pour un ou des secteurs professionnels déterminés.

L'article 18 al. 1 du projet cite expressément la loi cantonale sur l'agriculture pour rappeler que l'Institut est d'abord un centre de compétence pour les métiers de la terre. L'article 8 du projet de LAgri prévoit à ce sujet que l'Institut est actif dans les domaines agricole, para-agricole, de l'économie forestière et ceux qui y sont apparentés (p. ex: agro-alimentaire). Dans ce cadre, l'IAG doit assurer la formation professionnelle (formation professionnelle initiale, formation professionnelle supérieure et la formation continue à des fins professionnelles), la vulgarisation et le conseil, la recherche appliquée et les essais. Il est aussi chargé d'exécuter les tâches et les services de nature technique relevant de ces mêmes domaines.

L'article 18 al. 2 du projet définit les tâches qui doivent être réalisées par l'Institut pour concrétiser les activités qui lui sont confiées par la législation. Il s'agit là de l'offre de base en matière, notamment, de formation et de prestations de services qui doit dans tous les cas être assurée par l'IAG pour qu'il remplisse le rôle qui lui est imparté.

a) Article 18 al. 2 let. a du projet de LIAG: Assurer l'offre et la gestion de la formation professionnelle initiale et de la formation supérieure et continue à des fins professionnelles, ainsi que la formation des adultes.

A titre d'exemple, il convient de rappeler que dans ce cadre, l'Institut dispense actuellement les formations suivantes:

– Formation en agriculture, commerce et sylviculture:

- *Formation agricole:* Certificat fédéral de capacité d'agriculteur; brevet et diplôme fédéral de «Maître agriculteur».
- *Formation agro-commerciale:* Brevet fédéral d'agro-commerçant.

- *Formation de forestier-bûcheron*: Certificat fédéral de capacité de forestier-bûcheron.
 - Formation laitière et agro-alimentaire:
 - *Formation de technologue en industrie laitière*: Certificat fédéral de technologue en industrie laitière, diplôme d'employé en industrie laitière, diplôme du cours de brevet fédéral de technologue en industrie laitière, attestation du cours de diplôme fédéral de technologue en industrie laitière.
 - *Formation de technologue en denrées alimentaires*: Certificat fédéral de capacité de technologue en denrées alimentaires.
 - *Formation de technicien en agro-alimentaire*: Titre de technicien diplômé (école supérieure spécialisée) en agro-alimentaire.
 - Formation en économie familiale:
 - *Formation de gestionnaire en intendance*: Certificat fédéral de gestionnaire en intendance selon deux filières: apprentissage et formation modulaire en emploi pour adultes.
 - *Formation d'aide familiale*: Certificat fédéral d'aide familiale.
 - *Formation de paysanne*: Brevet et diplôme fédéral de paysanne.
 - *Formation en économie familiale*: Enseignement de l'économie familiale dans le cadre des professions liées aux domaines santé et social de l'Ecole professionnelle santé social.
- b) Article 18 al. 2 let. b et c du projet de LIAG: Exécuter des tâches de conseil, de vulgarisation, de mandats et de services, ou d'exécution et de contrôle (let. b), ainsi que des tâches dans le cadre de la recherche appliquée, du développement et de l'appui scientifique au profit de la formation et des tiers (let. c).

A titre d'exemple, il convient de relever que dans ce cadre, l'Institut offre actuellement les prestations suivantes:

- *en matière d'économie rurale* (à savoir: l'établissement de budgets, recherche de solutions pour l'avenir, préparation des successions, tenue et suivi de comptabilités, etc.);
- *de conseils principalement techniques* (à savoir: se rapportant à l'élevage, à la production de viande, de lait et de fourrages, aux grandes cultures et aux cultures spéciales¹, à la protection des sols et à l'environnement, etc.);
- *de conseils* (à savoir, notamment: en matière d'aide à la reconversion biologique, de constructions, d'aide aux exploitations en difficulté, de gestion du portefeuille d'assurances, d'achats de machines, de prévention des accidents, etc.);
- *des conseils en matière de vulgarisation en économie familiale* (à savoir: établissement de budgets, diversification, création de valeur ajoutée, tourisme rural, auto-approvisionnement, etc.);
- *de contrôle et de conseil en matière d'économie laitière* (à savoir: le contrôle qualité du lait et des

produits laitiers, ainsi que les tâches d'inspection et de consultation du SICL²);

- *en matière de protection des végétaux* (à savoir, par son service phytosanitaire, les prestations relatives à la lutte contre les organismes nuisibles en protégeant les cultures et le matériel végétal³);
- *de recherche appliquée* dans le cadre de ses exploitations agricoles, laitière, maraîchère, horticole, porcine et apicole, ainsi que par l'intermédiaire de son verger démonstration.

c) Article 18 al. 2 let. d du projet de LIAG: Collaborer avec ses partenaires ou avec des tiers.

- A l'heure actuelle, l'IAG collabore étroitement avec de nombreux *partenaires*. Ceux-ci peuvent être des organisations agricoles comme les fédérations d'élevage ou la Chambre fribourgeoise d'agriculture. L'IAG leur fournit par exemple des appuis administratifs, techniques et statistiques.
- La collaboration avec des *tiers* est elle aussi importante, car l'Institut doit, de cas en cas, évoluer de manière interdisciplinaire. Ces collaborations sont nécessaires, par exemple, dans les domaines agricoles et para-agricoles, de la protection des consommateurs ou des animaux, de la protection de l'environnement, du patrimoine, ou encore en matière de développement de l'espace rural. Elles peuvent s'imposer non seulement dans le cadre de l'enseignement classique dispensé à l'Institut, mais aussi dans les domaines de la formation des adultes ou de formations qui ne se limitent pas forcément aux métiers de la terre (domaines para-agricoles).

Art. 19 Moyens

Cet article constitue le complément nécessaire de l'article 18 du projet. Si ce dernier article fixe les activités que l'Institut doit déployer pour accomplir les tâches qui lui sont confiées, le présent article mentionne les moyens dont il doit disposer pour le faire de manière optimale.

L'article 19 al. 2 du projet introduit une référence relative au contrôle de la qualité des prestations de l'Institut. Cette référence, de nature générale, rappelle expressément que l'Institut doit se conformer à des normes admises et à des standards de qualité. Ceux-ci découlent par exemple de recommandations fédérales ou cantonales. Il a été jugé nécessaire d'apporter cette précision dans le projet de loi pour rappeler que l'on tient compte, à l'IAG, du fait que l'enseignement et les services doivent aussi être soumis à des normes de qualité et que l'on y est aussi conscient que le respect de ces normes suppose des contrôles. Le respect de telles règles (comme ISO, Edu-Qua, etc.) devient incontournable si l'IAG veut pouvoir bénéficier des contributions fédérales et améliorer constamment le savoir-faire de ses collaborateurs et collaboratrices ainsi que des personnes qui bénéficient de

² Service d'Inspection et de Consultation en matière d'économie laitière.

³ Gestion d'un service phytosanitaire cantonal en vertu de l'art. 150 de la loi fédérale sur l'agriculture (RS 910.1); lutte contre le feu bactérien et prévention des dégâts causés par les campagnols terrestres (RSF 912.5.15 et 912.5.41).

¹ Cultures maraîchères et arboriculture.

ses prestations. Cet alinéa n'a pas uniquement un caractère contraignant ou stimulant pour les personnes en formation ou leur corps professoral, mais aussi pour l'Institut, ses écoles, ses unités de production et ses services.

Art. 20 Financement:
a) En général

Il est indispensable que le canton de Fribourg continue à fournir à l'IAG les moyens dont il a besoin pour fonctionner, investir et en conséquence, continuer à se développer.

Dans le cadre du budget cantonal, l'Institut peut compter sur des ressources telles que: les écolages et d'autres taxes ainsi que des émoluments, les contributions et les participations, les subventions fédérales, les produits des unités de production et des services, les éventuels dons et legs et les amendes et sanctions prononcées en vertu des législations fédérale et cantonale. L'article 20 al. 2 constitue aussi la base légale permettant à l'Institut de prélever un écolage et d'autres taxes, comme la plupart des autres écoles (sous la réserve des dispositions fédérales relatives notamment à la formation professionnelle initiale), ainsi que des émoluments (cf. art. 20 al. 2 let. b). Il permet aussi à l'Institut, notamment, de percevoir le produit des amendes et sanctions qu'il est habilité à prononcer (cf. art. 20 al. 2 let. f).

Enfin, l'alinéa 3 permettra de mieux définir en fait les prestations qui, selon la législation, relèvent sur le plan financier uniquement des collectivités publiques, de celles qui peuvent faire l'objet d'un cofinancement par les bénéficiaires.

Art. 21 Financement:
b) Enveloppe budgétaire

Le système proposé a pour objectif de donner à l'IAG une marge de manœuvre accrue dans le cadre de l'utilisation des moyens financiers mis à sa disposition. Un tel système se justifie d'abord en raison des multiples activités qui sont exercées à l'Institut. Il se justifie aussi par le fait que l'Institut, en tant que personne morale, doit pouvoir bénéficier d'une certaine autonomie dans sa gestion financière. Pour ce faire, à l'instar de ce qui a été décidé pour la Haute Ecole pédagogique dans la LHEP¹, le présent projet de loi propose que l'IAG soit mis au régime de l'enveloppe budgétaire.

Le système de l'enveloppe budgétaire donne aux organes de l'IAG une certaine liberté dans l'utilisation des montants mis à la disposition de l'Institut. Etant donné la diversité des tâches qui lui incombent, cela permettra à l'Institut de cibler les dépenses qu'il doit engager en fonction des impératifs de gestion qui se dégagent dans le courant de l'année.

Toutefois, en utilisant cette enveloppe budgétaire, l'Institut devra suivre les principes posés à l'article 21 al. 2 du projet, soit respecter les limites fixées par la législation sur le personnel de l'Etat et la législation sur les finances de l'Etat.

C'est donc mis au bénéfice d'une autonomie dans les limites précitées que le conseil de direction obtient le droit de déterminer lui-même les détails d'utilisation des moyens financiers mis à sa disposition (art. 21 al. 2 et 3 du projet). La marge de manœuvre de l'Institut demeure très restreinte, notamment en raison du fait qu'une partie

importante du budget de l'IAG finance des postes de travail soumis à la législation sur le personnel de l'Etat. Le minimum de souplesse prévu par le système de l'enveloppe budgétaire permettra quand même à l'Institut de continuer à garantir une gestion optimale.

A noter encore qu'il appartient au Grand Conseil d'adopter, en dernier ressort, le budget de l'Institut (art. 21 al. 4 du projet).

Art. 22 Financement:
c) Comptabilité analytique

Cette exigence supplémentaire liée aux questions comptables permettra d'avoir une vue plus satisfaisante quant aux coûts effectifs des « produits » de l'IAG, singulièrement de ceux se rapportant aux activités de services ou de production. Cela permettra aussi de fixer pour la plupart des prestations des objectifs à atteindre, singulièrement du point de vue de leur financement.

Art. 23 Financement:
d) Écolages et autres taxes, émoluments et prix

L'article 23 al. 1 du projet permet au Conseil d'Etat de tenir compte du domicile des personnes en formation pour fixer de manière différente l'écolage qu'elles doivent payer à l'Institut. Si le droit fédéral et international le permet, ce qui devra être analysé au cas par cas, une telle possibilité pourrait par exemple se justifier lorsque des personnes proviennent d'autres cantons suisses ou de pays étrangers qui ne participent pas au financement de l'Institut.

Comme il est difficile d'imaginer que le Conseil d'Etat soit chargé de fixer, par exemple, le prix de vente des légumes, des repas ou de location de logiciels, l'article 23 al. 2 du projet précise que l'Institut est compétent pour fixer le prix de ses produits ou des services qu'il fournit sur des bases contractuelles (cf. en outre dans ce sens le ch. 3.1 du présent message). Il est admis que l'Institut s'oriente alors vers les prix du marché sans toutefois être obligé de les reprendre de manière automatique. Les tarifs seront en outre calculés en fonction de l'intérêt que peut avoir le canton à ce que l'Institut fournisse la prestation en question. L'Institut sera aussi attentif, au regard de son statut de personne morale de droit public, à ne pas créer de distorsion de la concurrence en fixant les prix.

Art. 24 Objectifs

Cet article définit les orientations qui doivent être généralement assurées en matière de formation. Il s'adresse tout d'abord aux personnes responsables de la formation ou qui interviennent en tant que formatrices.

Toute formation ne suppose pas uniquement qu'elle soit dispensée de manière techniquement irréprochable. En effet, la réussite d'une formation dépend non seulement de l'acquisition de compétences techniques, mais aussi de la capacité de ses bénéficiaires à agir de manière autonome, à acquérir le sens des responsabilités et de la solidarité et à travailler en favorisant les collaborations. Cet article mentionne les éléments que doivent acquérir les personnes apprenantes pour utiliser leurs compétences techniques de manière efficace et complète.

Art. 25 Droits et obligations

Le projet rappelle, à son article 25, que la vie à l'Institut exige aussi l'implication des personnes en formation

¹ Loi du 4 octobre 1999 sur la Haute Ecole pédagogique; RSF 412.2.

pour que le système mis en place fonctionne de façon optimale. Cette démarche s'inscrit en particulier dans le cadre de la démarche relative à «l'assurance qualité», qui a pour objectif d'améliorer constamment les diverses prestations de l'Institut (cf. également, dans ce sens, l'art. 19 al. 2 du projet).

L'article 25 du projet prévoit ainsi des droits d'information, de participation et de proposition pour les personnes en formation. Il est prévu que les propositions soient adressées au directeur ou à la directrice de l'Institut, de manière à ce que, si nécessaire, celui-ci ou celle-ci les transmette pour discussion ou décision au conseil de direction. En effet, en fonction de la nature des demandes, c'est en principe le conseil de direction qui est chargé d'étudier d'éventuelles propositions aptes à optimiser le fonctionnement de l'Institut et de ses structures (art. 11 al. 3 du projet).

Les diverses obligations, adaptées à la nature respective des diverses formations enseignées, doivent être consignées dans les règlements ou ordonnances scolaires (art. 4 al. 2 let. c et art. 26 du projet; adoptés par le Conseil d'Etat), éventuellement aussi, selon leur portée normative, dans les directives internes de l'Institut (art. 12 al. 3 du projet; compétence du directeur ou de la directrice de l'Institut).

Art. 26 Règlements ou ordonnances scolaires

Le projet de loi précise, sans lui déroger, le système fixé par la LOCEA en matière d'activité législative. En effet, les règlements et ordonnances scolaires prévus au présent article seront arrêtés par le Conseil d'Etat (art. 4 al. 2 let. c du projet).

L'article 26 du projet prévoit le contenu des règlements ou ordonnances scolaires à édicter.

L'Institut conserve, par l'intermédiaire de son directeur ou de sa directrice, toute compétence pour édicter des directives internes (art. 12 al. 3 du projet).

Art. 27 Ecolage et autres taxes

Le présent article fixe le cercle des personnes débitrices de l'écolage et des éventuelles autres taxes et participations aux frais. Ces taxes seront perçues par l'Institut auprès des personnes en formation, en contrepartie des prestations qu'il leur fournit. Certaines formations dispensées par l'Institut demeurent soumises à un écolage.

Le projet de loi réserve implicitement la législation fédérale en matière de formation professionnelle à son article 27 al. 1 *in fine*, car la législation fédérale prévoit, dans le cadre de la «Formation professionnelle initiale», que l'enseignement obligatoire doit être gratuit (art. 22 al. 2 de la loi fédérale sur la formation professionnelle).

Au surplus, le montant de ces taxes est arrêté par le Conseil d'Etat (cf. art. 4 al. 2 let. b du projet).

Art. 28 Sanctions disciplinaires

Le présent article fixe les diverses sanctions disciplinaires qui peuvent être prononcées à l'encontre des personnes en formation. Ce n'est que par esprit didactique que les sanctions sont mentionnées de la plus forte à la plus légère.

Il serait inopportun, car par trop réducteur ou caricatural, de dresser une liste des situations commandant respectivement la prise de tel ou tel type de sanction. Cela dit, les comportements les plus graves pouvant conduire immé-

diatement à une exclusion pourraient exister, notamment, lorsque des personnes sont mises en péril par la consommation de drogues sur le site de l'IAG, ou la réalisation d'actes délictueux à l'Institut (vols, déprédations, lésions corporelles, etc.). Cela pourrait aussi exister en cas de tricheries ou de fraudes dans le cadre des procédures de qualification.

S'agissant de la sanction de l'amende, celle-ci est proposée en conformité avec la pratique adoptée dans les autres établissements de formation professionnelle du canton.

Dans la mesure où les chefs ou les cheffes du ou des centres de formation concernés sont les personnes les mieux à même de juger de la culpabilité ou non des personnes dont ils ou elles assurent la formation, c'est à eux ou à elles que revient la compétence, mais aussi la charge, de prononcer les sanctions.

Les sanctions disciplinaires doivent être prononcées par voie de décision, en suivant les règles de la procédure administrative. Des voies de droit sont ouvertes contre ces décisions.

Art. 29 et 30 Décisions affectant le statut des personnes en formation

Les articles 29 et 30 du projet s'appliquent à toutes les situations qui peuvent affecter le statut d'une personne en formation et qui peuvent se manifester au cours des études entreprises.

Les décisions visées à l'article 29 al. 1 sont celles qui sont rendues par les responsables de formation ainsi que par les formateurs et les formatrices.

Le chef ou la cheffe du centre de formation concerné doit, s'il est ou si elle est saisi-e d'une réclamation, rendre une décision (art. 29 al. 1 *in fine* et 2 du projet), qui sera elle-même sujette à recours auprès du directeur ou de la directrice de l'Institut (art. 30 du projet).

Dans le cas où la décision est prise «en première instance» par le chef ou la cheffe du centre de formation concerné, seule sera ouverte la voie du recours auprès du directeur ou de la directrice de l'Institut (art. 30 du projet). Les recours subséquents par devant les instances judiciaires demeurent réservés (p. ex: recours au Tribunal administratif selon l'art. 33 du projet; instances fédérales).

Art. 31 Décisions relatives à la procédure de qualification

L'article 31 du projet s'applique aux décisions rendues dans le cadre de la procédure de qualification. Comme la législation fédérale prévoit elle-même des voies de droit dans certaines de ses ordonnances relatives à certaines formations dispensées sur le site de l'IAG, il est précisé que la procédure fixée à l'article 31 al. 1 et 2 du présent projet ne s'utilise qu'à défaut de dispositions particulières dans la législation spéciale.

Le terme de «jury», utilisé dans la loi actuelle, a été jugé trop restrictif. Il a été remplacé par «autorité qui décide de leur réussite».

A noter par ailleurs que les examens finaux sont désormais désignés par le terme «procédure de qualification», ceci afin de correspondre à la nouvelle terminologie fédérale (art. 33ss de la loi fédérale sur la formation professionnelle).

Le délai de cinq jours prévu par la loi actuelle pour déposer une réclamation a été jugé trop court et de ce fait allongé à dix. La décision rendue sur réclamation peut également faire l'objet dans les dix jours, d'un recours au directeur ou à la directrice de l'Institut.

Art. 32 Décisions du ou de la chef-fe de station

L'Institut dispose à l'heure actuelle de certaines compétences décisionnelles, notamment en matière de lutte contre le feu bactérien et de lutte contre les campagnols terrestres. Ces compétences sont généralement exercées par les chef-fe-s de stations. Il convient de prévoir les voies de droit et les modalités de recours contre leurs décisions.

Art. 33 Décisions du directeur ou de la directrice de l'Institut

Toutes les décisions rendues par le directeur ou la directrice de l'Institut peuvent, dans les trente jours, faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif.

Il s'agit là de la retranscription expresse, à des fins essentiellement didactiques, de la règle générale posée à l'article 114 al. 1 let. b du Code de procédure et de juridiction administrative, qui tient compte du caractère autonome des établissements de droit public.

Art. 34 Requêtes plaintes et recours relatifs aux questions de personnel

En raison de la spécificité des procédures en matière de personnel, les litiges en rapport avec ces questions suivent les règles prévues dans la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 35 Procédure

La portée de cet article est didactique.

Art. 36 Droit transitoire

L'Institut est, à l'heure actuelle, géré à titre expérimental selon le système de la gestion par mandat de prestations. Il convient de repousser l'entrée en vigueur des règles relatives au financement de l'Institut fixées dans le présent projet jusqu'à l'expiration de ce décret (art. 20, 21, 22 et 23 du projet).

Art. 37 Abrogation

Dans la mesure où le présent projet est destiné à remplacer la LIAG actuelle, il convient d'abroger cette dernière si le présent projet est adopté.

Art. 38 Entrée en vigueur

Il appartient au Conseil d'Etat de fixer l'entrée en vigueur de la présente loi. Cette entrée en vigueur devrait correspondre à la date d'entrée en vigueur de la LAgri, en raison de la complémentarité de ces deux textes légaux.

5. INCIDENCES DU PROJET

5.1 Incidences financières

Le présent projet de loi n'entraîne pas de conséquences financières ou en personnel pour l'Etat de Fribourg.

Les propositions relatives au financement des activités de l'Institut (cf. art. 20 ss du projet) ont pour objectif d'assu-

rer une gestion optimale de toutes les ressources dont il dispose en lui donnant une marge de liberté suffisante dans le cadre de l'utilisation du budget qui lui est octroyé. Le système proposé reprend certains des principes moteurs de la gestion par mandat de prestation, ceci dans le but de permettre à l'Institut de fixer les priorités à long terme dans le cadre du budget pluriannuel et d'utiliser ainsi rationnellement les moyens qui lui sont alloués annuellement.

Il convient de rappeler aussi que l'Institut est déjà géré, à titre expérimental et depuis plusieurs années, selon le système du «mandat de prestations». Ces quelques années lui ont permis de se familiariser avec les principes essentiels de ce type de gestion. De ce fait, les budgets et les comptes que l'Institut présente depuis qu'il est géré selon ces nouvelles règles démontrent qu'il est tout indiqué de lui laisser à demeure une certaine marge de manœuvre en ce qui concerne sa gestion financière. Le système proposé de l'enveloppe budgétaire annuelle est cependant plus restrictif.

A noter enfin que les règles proposées aux articles 20 ss du projet cèdent le pas sur les règles spéciales adoptées par le Grand Conseil, dans son décret relatif à l'introduction dans l'administration cantonale de la gestion par mandat de prestation (décret). Cela signifie qu'aussi longtemps que ce décret est en vigueur et aussi longtemps que l'Institut demeure désigné en tant qu'unité pilote, l'application des règles fixées aux articles 20 ss est suspendue. C'est là l'objet de l'article 36.

5.2 Influence du projet sur la répartition des tâches Etat-communes

Le présent projet n'a aucune influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

5.3 Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité

Le projet est conforme au droit fédéral et à la Constitution cantonale.

Le droit fédéral charge en particulier les cantons d'assurer la formation professionnelle en matière agricole ainsi que la vulgarisation agricole et en économie familiale. Le projet organise l'Institut de manière à ce qu'il puisse assurer ces mandats, conformément, notamment, à la nouvelle législation fédérale sur la formation professionnelle et sur l'agriculture.

Le projet ne rencontre par ailleurs aucune incompatibilité avec le droit européen.

5.4 Referendums législatif et financier

La LIAG est soumise au référendum facultatif.

Dans la mesure où elle ne provoquera aucun nouvel investissement et où les moyens alloués par l'Etat sont assurés par les budgets ordinaires, il n'y aura pas lieu de procéder à un referendum financier.

Nous vous invitons à adopter ce projet de loi sur l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg.

Annexes: – statistique des élèves, état au 1^{er} décembre 2005
– organigramme général de l'IAG

Formation professionnelle

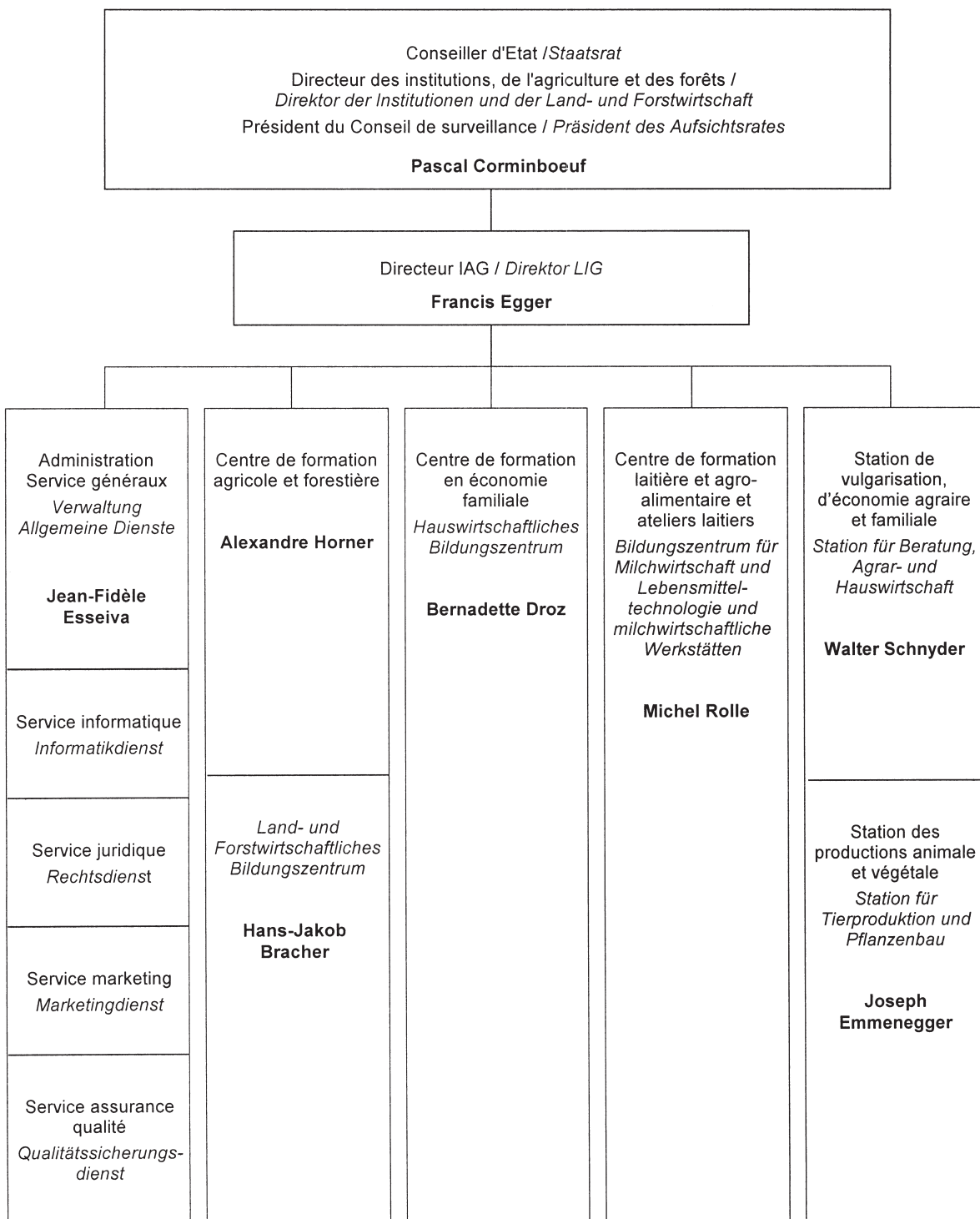
Nombre des élèves réguliers pour les années 2003/2004, 2004/2005 et 2005/2006

Etat 1er décembre 2005

	Expression française			Expression allemande			Total		
	03/04	04/05	05/06	03/04	04/05	05/06	03/04	04/05	05/06
Centre de formation agricole et forestière									
Ecole professionnelle agricole									
premier semestre	31	42	45	38	28	32	69	70	77
deuxième semestre	44	46	45	25	32	29	69	78	74
Ecole d'agriculture									
troisième semestre	19	30	39	10	12	15	29	42	54
quatrième semestre	38	28	43	12	10	13	50	38	56
cours accéléré	12	11	17	--	--	--	12	11	17
Cours préparatoires à l'examen fédéral de brevet agricole	78	43	36	13	15	13	91	58	49
Cours préparatoires à l'examen fédéral de maîtrise agricole									
1ère partie (modules 1-6)	34	44	46	18	15	12	52	59	58
2e partie (examen final)	--	19	18	3	9	10	3	28	28
Ecole professionnelle des forestiers-bûcherons									
première année	16	12	10	3	8	2	19	20	12
deuxième année	12	15	12	3	2	7	15	17	19
troisième année	15	10	14	2	3	3	17	13	17
Cours d'agro-commerçant	23	11	10	--	--	--	23	11	10
Total	322	311	335	127	134	136	449	445	471
Centre de formation laitière et agro-alimentaire									
Ecole professionnelle pour technologues en industrie laitière									
cours d'introduction I	--	--	--	--	30	25	--	30	25
cours d'introduction II	--	--	--	--	16	32	--	16	32
première année	22	36	38	--	--	--	22	36	38
deuxième année	19	32	35	5	--	--	24	32	35
troisième année	9	24	28	3	5	--	12	29	28
Ecole professionnelle pour technologues en denrées alimentaires									
première année	10	13	17	--	--	--	10	13	17
deuxième année	11	7	11	--	--	--	11	7	11
troisième année	6	11	7	--	--	--	6	11	7
Ecole d'industrie laitière - Brevet TIL	4	11	11	3	--	--	7	11	11
Ecole de diplôme TIL	13	--	11	--	--	--	13	--	11
Ecole technique agro-alimentaire	13	5	--	4	10	9	17	15	9
Total	107	139	158	15	61	66	122	200	224
Centre de formation en économie familiale									
Tronc commun: GEI/AFA/ASSC, première année	70	55	52	--	--	--	70	55	52
ASSC - deuxième année *	--	(61)	(45)	--	--	--	--	(61)	(45)
ASSC - troisième année *	--	(34)	(61)	--	--	--	--	(34)	(61)
Ecole d'aide familiale									
deuxième année	9	10	9	--	--	--	9	10	9
troisième année	13	10	11	--	--	--	13	10	11
Apprentissage de gestionnaire en intendance									
formation élémentaire	--	--	--	--	8	8	--	8	8
première année	20	15	14	7	11	--	27	26	14
deuxième année	3	12	13	--	--	--	3	12	13
troisième année	10	3	11	--	--	--	10	3	11
Formation de gestionnaire en économie familiale selon art. 41									
première année	15	10	13	--	10	--	15	20	13
deuxième année	13	15	10	7	--	4	20	15	14
Cours préparatoires aux examens de brevets et de diplômes	--	10	6	--	--	5	--	10	11
Total	153	140	139	14	29	17	167	169	156
Institut agricole	582	590	632	156	224	219	738	814	851

* Sous la conduite de l'EPS (pas tenu compte dans le total)

Organigramme général
Organigramm



BOTSCHAFT Nr. 248 14. Februar 2006
**des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf
des Gesetzes über das Landwirtschaftliche Institut
des Kantons Freiburg (LIGG)**

Wir unterbreiten Ihnen hiermit eine Botschaft zum Gesetzesentwurf über das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

- 1 Das landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg (LIG)**
 - 1.1 *Das LIG kurz vorgestellt*
 - 1.2 *Die Tätigkeitsbereiche des LIG*
 - 1.3 *Der gegenwärtige Aufbau des LIG*
- 2 Die Notwendigkeit des Entwurfs**
 - 2.1 *Der Entwurf des kantonalen Landwirtschaftsgesetzes*
 - 2.2 *Das geltende Gesetz über das LIG*
- 3 Grundzüge und Inhalt des Entwurfs**
 - 3.1 *Allgemeine Betrachtungen*
 - 3.2 *Die Grundzüge des Entwurfs*
 - 3.3 *Der Inhalt des Entwurfs*
- 4 Kommentar des Entwurfs**
 - 4.1 *Der Aufbau des Entwurfs*
 - 4.2 *Die einzelnen Artikel*
- 5 Die Auswirkungen des Entwurfs**
 - 5.1 *Finanzielle Auswirkungen*
 - 5.2 *Auswirkungen des Entwurfs auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden*
 - 5.3 *Verfassungsmässigkeit, Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Eurokompatibilität*
 - 5.4 *Gesetzes- und Finanzreferendum*

**1. DAS LANDWIRTSCHAFTLICHE INSTITUT
DES KANTONS FREIBURG (LIG)**

1.1 Das LIG kurz vorgestellt

Das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg (LIG oder das Institut) ist eine öffentliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit, die der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) administrativ zugewiesen ist. Es hat seinen Sitz in Grangeneuve auf dem Gebiet der Gemeinde Hauterive.

Seit 1998 gehört es zu den vom Staatsrat im Rahmen des Projekts zur Führung mit Leistungsauftrag bezeichneten Pileinheiten. Sein Personalbestand entspricht heute rund 140 Vollzeitäquivalenten, die in vier Kategorien aufgeteilt sind: das Lehrpersonal, das technische Personal, das Betriebspersonal und das Verwaltungspersonal. Es ist seit 1999 nach ISO 9001 zertifiziert und hat 2005 für seine Weiterbildungstätigkeit das eduQua-Zertifikat erhalten.

Das Institut ist in erster Linie im Bereich Ausbildung tätig (berufliche Grundbildung, Vorbereitungskurse für Fachausweise und Diplome, Fachhochschulen). Die Anzahl der Personen, die am LIG eine Ausbildung absolvieren, beläuft sich heute für alle Ausbildungen zusammen auf über 800 und war während der letzten fünf Jahre in ständigem Anstieg begriffen. Nebst der Ausbildungstätigkeit nimmt das Institut auch seine Dienstleistungs- und Produktionstätigkeit wahr.

Das Know-how des LIG in den Bereichen Berufsbildung und Dienstleistungen beruht einerseits auf der Tatsache, dass der Lehrkörper des Instituts seine Dienstleistungstätigkeit, wie Beratungen und das Erstellen von Gutachten, in direktem Kontakt mit der Praxis ausübt, aber andererseits auch auf dem multidisziplinären Charakter des Instituts, der es den Auszubildenden eines Fachbereichs ermöglicht, in ihrem Unterricht gleichzeitig die gegenwärtige Praxis in den verwandten oder mit ihrem Gebiet zusammenhängenden Bereich zu berücksichtigen. Ausserdem werden am LIG zahlreiche verwandte Ausbildungen nebeneinander unterrichtet, was sowohl den Lernenden als auch den Unterrichtenden einen breiten Überblick über ihren Tätigkeitsbereich ermöglicht. Diese Konstellation verleiht den Ausbildungen am LIG einen multidisziplinären und komplementären Charakter, der sehr geschätzt wird.

Dank einem einmaligen Ausbildungsangebot haben gewisse Tätigkeiten des LIG seit Anfang der 90er-Jahre eine regionale oder gar nationale Dimension erhalten. Ausserdem kommt es auf regionaler, nationaler und internationaler Ebene zu einem regelmässigen Austausch und es wird regelmässig zusammengearbeitet.

1.2 Die Tätigkeitsbereiche des LIG

Das LIG ist vor allem in den Bereichen Landwirtschaft, Paralandwirtschaft, Lebensmitteltechnologie, Waldwirtschaft, Hauswirtschaft und den verwandten Bereichen tätig. Es nimmt in diesen Bereichen vor allem die Ausbildungs-, Dienstleistungs- und Produktionstätigkeit wahr:

- a) Seine *Ausbildungstätigkeit* umfasst die berufliche Grundbildung in den Bereichen Landwirtschaft, Forstwirtschaft, Lebensmitteltechnologie, Milchtechnologie, Hauswirtschaft und Hauspflege. Auch die Berufsschule Gesundheit-Soziales befindet sich am Standort des LIG¹.

Aufgrund der sehr engen Bindung zum land- und forstwirtschaftlichen Sektor, vor allem im Dienstleistungsbereich, übernimmt das LIG für die Ausbildungen der Landwirte und Forstwirte die Funktion des Berufsbildungsamts. Für die Ausbildungen in den Bereichen Lebensmitteltechnologie, Milchtechnologie, Hauswirtschaft und Hauspflege werden die Aufgaben des Berufsbildungsamts hingegen vom Amt für Berufsbildung (BBA), das der Volkswirtschaftsdirektion zugewiesen ist, wahrgenommen. Es besteht eine Partnerschaft zwischen dem LIG und dem BBA, in deren Rahmen die Unterrichtstätigkeit dem Institut übertragen wird, das den Unterricht mit seinen eigenen Ressourcen gewährleistet, vor allem, was das Personal betrifft.

Das LIG ist das einzige Bildungszentrum für Milch- und Lebensmitteltechnologien in der Westschweiz. Es verfügt über eine Höhere Fachschule für Lebensmitteltechnologie (HFLT). Das LIG gewährleistet ausserdem die höhere Berufsbildung mit Vorbereitungskursen für die verschiedenen Fachausweise und Diplome und es bietet interessierten Personen eine Ausbildung für Agrokaufleute an, die im Begriff ist, als höhere Fachschule anerkannt zu werden (vgl. Schülerstatistik im Anhang).

¹ Die Berufsschule Gesundheit-Soziales bietet die Ausbildung zum/zur Fachangestellten Gesundheit an (bis zum eidgenössischen Fähigkeitszeugnis; EFZ). Sie sollte demnächst eine Ausbildung zur Fachfrau, bzw. Fachmann Betreuung EFZ anbieten.

- b) Die *Dienstleistungen* des LIG sind äusserst vielfältig, ergänzen sich jedoch gleichzeitig. Sie betreffen vor allem die landwirtschaftliche Beratung, d.h. die hauswirtschaftliche Weiterbildung und die Beratung, die Leistungen des kantonalen Pflanzenschutzdienstes, die Erwachsenenbildung sowie Leistungen im Zusammenhang mit der Umsetzung des Qualitätssicherungskonzepts, die die Inspektion, Beratung und Analyse umfassen. Gewisse Leistungen werden auch überkantonale angeboten.
- c) Die *Produktionstätigkeit* dient in erster Linie zu Unterrichtszwecken und Experimentzwecken.

1.3 Der gegenwärtige Aufbau des LIG

Das Institut verfügt über Infrastrukturen, die gleichzeitig vielseitig und spezialisiert sind. Gegenwärtig umfasst es:

- die *Bildungszentren*, nämlich:
 - das Land- und Forstwirtschaftliche Bildungszentrum;
 - das Hauswirtschaftliche Bildungszentrum und
 - das Bildungszentrum für Milchwirtschaft und Lebensmitteltechnologie.
 - *Fachstellen*, z.B.:
 - die Station für Tierproduktion und Pflanzenbau, die auch den kantonalen Pflanzenschutzdienst umfasst;
 - die Station für Beratung, Agrar- und Hauswirtschaft sowie
 - die Milchwirtschaftliche Station, die das freiburgische Agro-Lebensmittellabor (akkreditiert gemäss der Norm ISO-CEI 17 025) und den landwirtschaftlichen Inspektions- und Beratungsdienst (MIBD; akkreditiert gemäss der Norm EN 45 004) umfasst.
 - *Produktionsbetriebe und -werkstätten*, nämlich:
 - Werkstätten für Käse- und Milchprodukte;
 - zwei Landwirtschaftsbetriebe (einer auf dem Gelände von Grangeneuve und der andere in den Gemeinden Sorens und Marsens, wobei letzterer nach den Anforderungen des biologischen Landbaus produziert);
 - ein Schweinezucht- und Mastbetrieb;
 - ein Gemüse- und Blumenbaubetrieb;
 - ein Lehrbienenstand und
 - ein Schulobstgarten.
 - *Allgemeine Dienste*, nämlich:
 - die Verwaltung, die dem Institut Unterstützung in den Bereichen Technik, Informatik und Recht anbietet und zu der auch die Bibliothek gehört;
 - eine Empfangsinfrastruktur, nämlich ein Restaurant, Seminar- und Kongressräume und ein Internat.
- (vgl. unter anderem das Organigramm im Anhang)

2. DIE NOTWENDIGKEIT DES ENTWURFS

2.1 Der Entwurf des kantonalen Landwirtschaftsgesetzes

Die Aufträge, die die Landwirtschaft erfüllen muss, sind heute bedeutend zahlreicher und anspruchsvoller als früher. Die Landwirtschaft muss heute mit einer Produktion, die sowohl den Anforderungen einer nachhaltigen

Entwicklung als auch jenen des Marktes gerecht wird, nicht nur wesentlich zur Versorgungssicherheit der Bevölkerung, sondern auch zur Bewahrung der natürlichen Ressourcen, zum Unterhalt der Landschaft und der dezentralen Besiedelung des Landes beitragen.

Der Entwurf des kantonalen Landwirtschaftsgesetzes (LandwG), der gleichzeitig mit diesem Gesetzesentwurf vorgelegt wird, steht im Zeichen dieser Entwicklung. Mit dem Entwurf des LandwG sollen vor allem die Gesetzesbestimmungen des Bundes im Agrarbereich ausgeführt und die kantonale Agrarpolitik festgelegt werden.

Im Entwurf des LandwG wird zwischen den folgenden Aufgabenbereichen unterschieden: einerseits Aufgaben von hauptsächlich administrativer Natur im Zusammenhang mit der Agrarpolitik (Gewährung der in der Bundesgesetzgebung vorgesehenen Direktzahlungen, Aufgaben, die sich auf Strukturhilfen und soziale Begleitmassnahmen beziehen, usw.) und andererseits Aufgaben in direktem Zusammenhang mit landwirtschaftlichen Techniken und ihrer praktischen Anwendung.

Für Aufgaben von hauptsächlich administrativer Natur ist das Amt für Landwirtschaft zuständig (Art. 7 des LandwG-Entwurfs). Solche im Zusammenhang mit den landwirtschaftlichen Techniken und ihrer praktischen Anwendung, die sich auf die Berufsbildung (berufliche Grundbildung, höhere Berufsbildung und berufsorientierte Weiterbildung), die Beratung, die angewandte Forschung und Versuche in den landwirtschaftlichen und paralandwirtschaftlichen Bereichen (wie Milch- und Lebensmitteltechnologie und dem agro-kaufmännischen Bereich) die Forstwirtschaft und die verwandten Bereiche, sowie die Aufgaben und Dienstleistungen technischer Natur im Zusammenhang mit diesen Tätigkeiten beziehen, werden hingegen dem landwirtschaftlichen Institut des Kantons Freiburg übertragen (Art. 8 des Entwurfs des LandwG; in diesem Sinne siehe auch Art. 3 Bst. a–e LandwG).

Das LandwG macht das Institut somit zum «Instrument», mit dem der Staat Freiburg einen Teil seiner Agrarpolitik und die Bundesbestimmungen in diesem Bereich umsetzt. Mit dem LIG soll dieses Instrument lediglich organisiert werden.

Die vorgesehene Verknüpfung zwischen dem Gesetz über das LIG und den Spezialgesetzen soll in erster Linie ermöglichen, die Vorzüge des «Kompetenzzentrums LIG» zu nutzen, um auf optimale Weise zur Entwicklung einer Landwirtschaft, die multifunktionell geworden ist, beitragen zu können. Auch wenn der Akzent auf den hauptsächlich landwirtschaftlichen Charakter des Instituts gesetzt wird (LandwG), so schliesst dies nicht aus, dass in anderen Gesetzgebungen zu verwandten Bereichen auch entsprechende Ausbildungen oder Leistungen vorgesehen werden, die das Institut anbietet.

Dank diesem System wird das LIG in der Lage sein, sein Angebot kontinuierlich der Nachfrage anzupassen. Die vorgesehene Flexibilität ermöglicht es dem Institut, die ihm durch die Spezialgesetze übertragenen Aufgaben, vor allem solche, die mit den «Grünen Berufen» verwandt sind, zu erfüllen, ohne ständig Gesetzesänderungen vornehmen zu müssen (namentlich dank einem flexiblen Organigramm).

2.2 Das geltende Gesetz über das LIG

Das «Gesetz vom 19. Februar 1992 über das landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg in Grange-

neue¹» war Anfang der 90er-Jahre ausgearbeitet worden. Es gibt dem Institut einen straffen rechtlichen Rahmen, sowohl was seine Struktur (z.B. vollständige Aufzählung der Bildungszentren und kantonalen Stationen und ihrer jeweiligen Organisation), als auch was seine Tätigkeitsbereiche anbelangt (z.B. genau festgelegte Zielsetzungen im LIGG).

Wie bereits erwähnt, ist es unerlässlich, dem LIG einen flexiblen rechtlichen Rahmen zu geben, der es ihm erlaubt, seine zahlreichen Funktionen, die ihm im Bereich Landwirtschaft und den verwandten Bereichen bereits übertragen sind und in Zukunft noch übertragen werden, zu erfüllen.

Der durch das geltende Gesetz festgelegte Rahmen hat das LIG bisher zwar nicht daran gehindert, sich den Gegebenheiten anzupassen, langfristig könnten seine Entwicklung und sein Betrieb dadurch jedoch behindert werden.

3. GRUNDZÜGE UND INHALT DES ENTWURFS

3.1 Allgemeine Betrachtungen

In seiner Eigenschaft als öffentliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit ist das LIG vor allem aus den erwähnten kontextuellen und agrarpolitischen Gründen administrativ der für Landwirtschaftsfragen zuständigen Direktion zugewiesen.

Diese besondere Zuweisung hat gemäss Artikel 71 Abs. 3 SVOG² zur Folge, dass das LIG berechtigt ist, seine (N.B. interne) *Organisation* selbst zu regeln, soweit sie nicht durch die Spezialgesetzgebung oder durch den Staatsrat festgelegt ist.

Was die *Beziehungen* zwischen der Anstalt und der Direktion, der sie zugewiesen ist, betrifft, so ist in Artikel 61 SVOG vorgesehen, dass die Verwaltungseinheiten, die einer Direktion administrativ zugewiesen sind, von dieser unabhängig sind. Die Bestimmungen der Spezialgesetzgebung, insbesondere zur Aufsicht über die Anstalten mit eigener Rechtspersönlichkeit, sowie die folgenden Bestimmungen bleiben jedoch vorbehalten:

- a) die Geschäfte, die sie dem Staatsrat unterbreiten, müssen von der Direktion vorgelegt werden, die dabei aber ihren Standpunkt vorbringen kann, und
- b) ihre Geschäftsführung unterliegt der Aufsicht der Direktion.

Dies bedeutet, dass, unter Vorbehalt der Sonderbestimmungen in diesem Entwurf, das Institut nicht wie die meisten Verwaltungseinheiten des Staates geführt werden kann, sondern bei seiner Organisation, der Festlegung seiner Prioritäten und der Ausrichtung seiner Politik eine gewisse Eigenständigkeit bewahren muss.

In vorliegendem Falle rechtfertigt sich die dem Institut gewährte Eigenständigkeit vor allem aufgrund der Art der Aufgaben, die es wahrnehmen muss. In Anbetracht dessen, dass z.B. nur die Unterrichtenden in ihrem jeweili-

gen Fachgebiet über die erforderlichen wissenschaftlichen Kompetenzen verfügen, sollte das LIG namentlich sein Unterrichtsprogramm und seine Forschungstätigkeit grundsätzlich selbst festlegen können. Mit Ausnahme der höheren Kader sollte es auch bei der Wahl seines Personals eine entscheidende Rolle spielen können. Die dem Institut gewährte Eigenständigkeit lässt sich auch durch die Tatsache rechtfertigen, dass ihm Produktionseinheiten in den Bereichen Landwirtschaft, Gemüsebau und Milchwirtschaft angehören. Das bedeutet, dass das LIG zahlreiche Geschäfte tätigen muss, z.B. den An- und Verkauf von Produkten und den Kauf von Material für die Produktionseinheiten. Auch erbringt das Institut zahlreiche Dienstleistungen für Dritte. Es muss daher über die Vertragsfähigkeit verfügen.

Unter Berücksichtigung der erwähnten Umstände, wurden in diesem Gesetzesentwurf gewisse Bestimmungen zur internen Organisation des LIG festgelegt sowie spezielle Vorschriften über die Aufsicht durch externe Stellen.

3.2 Die Grundzüge des Entwurfs

Die berufliche Grund- und Weiterbildung sind zu wesentlichen Elementen der neuen Agrarpolitik geworden. Die Gewährung von Öko- und Ethobeiträgen ist beispielsweise an die Einhaltung der vom Bund festgelegten Anforderungen geknüpft, unter anderem im Bereich landwirtschaftliche Berufsbildung. Um die Wünsche der Bevölkerung in den Bereichen Konsumenten-, Natur- und Tierschutz bestmöglich erfüllen zu können, mussten die Landwirte innerhalb weniger Jahre Fachleute in all den genannten Bereichen werden.

Dies hat zur Folge, dass den freiburgischen Agrar- und Lebensmittelsektoren und ihren Akteuren eine qualitativ hochstehende Ausbildung und Dienstleistungen angeboten werden sollten, die gleichzeitig auch den heute multifunktionalen Charakter der Landwirtschaft gewährleisten. Die zunehmende Bedeutung der Milch- und Lebensmittelwirtschaft im Kanton Freiburg im Bezug auf Arbeitsplätze, die Verwertung der landwirtschaftlichen Produktion und für die Wirtschaft setzt eine Entwicklung des LIG in diesem Sinne voraus. Auch in Anbetracht der gegenwärtigen Bedenken im Zusammenhang mit der Lebensmittelsicherheit, dem Konsum und den Dienstleistungen in der Nähe ist die Ausbildung und Beratung im Bereich Hauswirtschaft unumgänglich.

Kompetenzzentren wie das LIG haben folglich die Aufgabe, ihr Angebot kontinuierlich diesen neuen zwar motivierenden, jedoch auch mit immer mehr Pflichten verbundenen Gegebenheiten anzupassen. Dem LIG müssen daher ehrgeizige Leistungs- und Geschäftsführungszielsetzungen gesetzt werden, die gleichzeitig auch den Grundzügen dieses Gesetzesentwurfs entsprechen. Es geht darum:

- das LIG zu einem *Kompetenzzentrum* für die Ausbildungen und Dienstleistungen in den Bereichen «Grüne Berufe», Lebensmitteltechnologie, Hauswirtschaft und den verwandten Bereichen zu machen;
- zur *Förderung dieser Berufe und ihrer Entwicklung* beizutragen;
- das *gegenseitige Verständnis und die Öffnung* zwischen Personen, die in diesen Berufen tätig sind, und jenen aus anderen Wirtschaftszweigen zu fördern.

¹ Gesetz vom 19. Februar 1992 über das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg in Grangeneuve (LIGG; SGF 911.10.1).

² Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrats und der Verwaltung (SVOG), SGF 122.0.1

3.3 Der Inhalt des Entwurfs

Artikel 15 des LandwG legt fest, dass die Tätigkeiten und Massnahmen zugunsten der Berufsbildung, der Beratung, der angewandten Forschung, von Versuchen oder Dienstleistungen im Gesetz über das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg geregelt sind, und verweist so darauf, dass das LIGG in der Landwirtschaft und den verwandten Bereichen lediglich den Vollzug der dem Institut übertragenen Aufgaben im Einzelnen regeln sollte.

Der Entwurf des LIGG stellt dem Kanton somit ein Instrument, namentlich das Institut, zur Verfügung, mit dem die kantonale Agrarpolitik in den Bereichen, wo dies zweckmässig ist, umgesetzt werden kann. Wie aus Artikel 1 des Entwurfs (Gegenstand) hervorgeht, ist das LIGG als sog. Organisationsgesetz zu verstehen. Nebst den Bestimmungen, die den Vollzug der ihm übertragenen Aufgaben im Einzelnen regeln (Art. 1 Bst. c des Entwurfs des LIGG), ist im Entwurf auch die Stellung des Instituts festgelegt (Art. 1 Bst. a des Entwurfs des LIGG), seine Organisation (Art. 1 Bst. b des Entwurfs des LIGG), seine Finanzierung (Art. 1 Bst. d des Entwurfs des LIGG) sowie die Stellung der Personen, die am Institut eine Ausbildung absolvieren (Art. 1 Bst. e des Entwurfs des LIGG).

Dies soll jedoch nicht davon ablenken, dass das LIGG indirekt dazu bestimmt ist, die zahlreichen dem Institut übertragenen Aufgaben weiterhin zu koordinieren und zu regeln. Als solches soll dieses Gesetz in gewisser Weise auch die einwandfreie Ausführung dieser Aufgaben gewährleisten, ob sie dem Institut nun durch das kantonale Landwirtschaftsgesetz oder andere Spezialgesetze übertragen worden sind. Gegenwärtig geht es dabei vor allem um die Herstellung gesunder und qualitativ hochstehender Nahrungsmittel für unsere Bevölkerung, um den Umwelt- und den Tierschutz durch die Vermittlung umweltschonender Produktionsverfahren und um das Angebot einer hochwertigen Ausbildung, die durch Weiterbildungen in den Bereichen Landwirtschaft, Lebensmitteltechnologie und Hauswirtschaft fortgesetzt werden kann.

Auch soll die Vielseitigkeit der am Institut wahrgenommenen Aufgaben zusammen mit der Flexibilität, die ihm durch diesen Gesetzesentwurf verliehen wird, eine vielseitige, dynamische und zukunftsgerichtete Ausbildung ermöglichen, die die Personen in Ausbildung zu unternehmerisch denkenden, einfallreichen und verantwortungsbewussten Berufsleuten macht.

4. KOMMENTAR DES ENTWURFS

4.1 Der Aufbau des Entwurfs

Der Gesetzesentwurf beginnt mit den für die Existenz des Instituts wesentlichen Bestimmungen (z.B.: Stellung, administrative Zuweisung, aber auch Verwendung der Partensprache; vgl. Artikel 1–3 des LIGG-Entwurfs).

Im 2. Kapitel (Art. 4–17 des LIGG-Entwurfs) wird als Erstes die externe Organisation festgelegt. D.h. es werden die externen «Organe» oder Instrumente bezeichnet, die für die Aufsicht, die Beratung und die Kontrolle zuständig sind, und es werden ihre Befugnisse bestimmt (Art. 4–9 des Entwurfs des LIGG). Anschliessend geht es um die interne Organisation des Instituts: Zuerst werden die dem Institut eigenen Organe erwähnt, nämlich der Direktionsrat und die Direktorin oder der Direktor des Instituts

(Art. 10–12 des Entwurfs des LIGG). Im gleichen Unterkapitel wird dann der Aufbau des Instituts in seinen Grundzügen beschrieben (Art. 13–16 des Entwurfs des LIGG). In diesem Zusammenhang ist es nahe liegend, auch die Rechte und Pflichten des Personals zu erwähnen (Art. 17 des Entwurfs des LIGG; Verweis auf das StPG¹).

Im 3. Kapitel (Art. 18–23 des LIGG-Entwurfs) geht es um die Wahrnehmung der Aufgaben des Instituts und seine Finanzierung. Wie bereits erwähnt, hängen die dem Institut übertragenen Aufgaben von Spezialgesetzen ab, insbesondere dem LandwG. Was die Finanzierung des Instituts betrifft, so wird in Anbetracht seiner Stellung als juristische Person vorgeschlagen, das Institut nach dem Beispiel der Pädagogischen Hochschule (PHG²) dem System des Globalbudgets zu unterstellen.

Das 4. Kapitel (Art. 24–28 des LIGG-Entwurfs) behandelt schliesslich die Stellung der Personen in Ausbildung. Es werden gewisse Regeln zu ihrer Verantwortung, jedoch auch zu ihren Rechten und Pflichten aufgestellt.

Die Rechtsmittel zu im LIG gefällten Entscheiden werden im 5. Kapitel behandelt (Art. 29–35 des LIGG-Entwurfs).

4.2 Die einzelnen Artikel

Art. 1 *Gegenstand*

In Artikel 1 des Entwurfs des LIGG werden die verschiedenen Aspekte zusammengefasst, die in diesem Gesetz geregelt werden. Er hat lediglich deskriptiven Charakter.

Art. 2 *Stellung*

Artikel 2 Abs. 1 des LIGG-Entwurfs verfügt, dass das Institut eine öffentliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit ist. Damit wird die bestehende Situation beibehalten, wie dies auch für die administrative Zuweisung zur Direktion, die für Landwirtschaftsfragen zuständig ist, der Fall ist (Art. 2 Abs. 3 des LIGG-Entwurfs).

In Artikel 2 Abs. 1 2. Satz des Entwurfs wird präzisiert, dass das Institut seinen Sitz in Grangeneuve, auf dem Gebiet der Gemeinde Hauterive hat. Dies bedeutet nicht, dass alle Gebäude des Instituts in der Gemeinde Hauterive stehen müssen, sondern dass sich sein Sitz als juristische Person dort befindet. Da sich der Name «Grangeneuve» zur Bezeichnung des Instituts eingebürgert hat³ und allgemein verwendet wird, wurde es als sinnvoll erachtet, im Gesetz den gegenwärtigen Standort «Grangeneuve», auf dem sich die Hauptgebäude des Instituts befinden, zu erwähnen.

Da die Abkürzung für das Institut einen gewissen Bekanntheitsgrad geniesst, wurde es auch als zweckmässig erachtet, diese im Gesetz zu erwähnen (Art. 2 Abs. 2 des Gesetzesentwurfs).

In Absatz 4 ist festgehalten, dass das Institut nicht steuerpflichtig ist. Mit dieser Ergänzung werden lediglich die bereits angewendeten Prinzipien von Artikel 97 Abs. 1 Bst. b des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern und Abs. 2 des Gesetzes über die Gemeindesteuern übernommen.

¹ Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG), SGF 122.70.1

² Gesetz vom 4. Oktober 1999 über die Pädagogische Hochschule (PHG), SGF 412.2.1

³ vgl. z.B. die Internetadresse: www.grangeneuve.ch

Art. 3 Sprachen

In diesem Artikel wird darauf hingewiesen, dass das Institut seine Aufgaben in den beiden Partnersprachen wahrnehmen muss, wobei es dazu vor allem seine eigenen Ressourcen verwendet. In gewissen Fällen, z.B. mangels Personal, gewährleistet es die Zweisprachigkeit, indem es Leistungen an andere Partner vergibt.

Das Institut sollte ausserdem Leistungen entwickeln, die das Erlernen der Partnersprache und den Austausch zwischen den beiden Sprachgemeinschaften des Kantons fördern. Es bietet gewissen Schülern bereits die Möglichkeit, den Kurs in der anderen Sprache zu absolvieren. Gewisse Ausbildungen sind ausserdem zweisprachig.

Art. 4 Staatsrat

Gemäss Artikel 4 Abs. 1 SVOG hat der Staatsrat die Aufgabe, die Kantonsverwaltung zu leiten. Dies ist nach den Buchstaben a, b und e vor allem damit verbunden:

- a) die allgemeinen Ziele der Verwaltung zu bestimmen und ihre Prioritäten festzulegen;
- b) die Aufgaben im Bereich der Organisation und der Geschäftsführung der Verwaltung zu erfüllen, die ihm durch die Spezialgesetzgebung übertragen werden; [...]
- e) eine systematische Aufsicht über die Verwaltung auszuüben.

Die dem Institut zugestandene Eigenständigkeit macht hingegen eine Kontrolle durch den Staat notwendig. Aus diesem Grund wird zu Beginn des Kapitels «Organisation» darauf hingewiesen, dass der Staatsrat für die Oberaufsicht über das Institut zuständig ist (Art. 4 Abs. 1 des Gesetzesentwurfs). Es handelt sich hier um eine Bestimmung mit rein didaktischer Bedeutung, da es Artikel 4 Abs. 1 Bst. e SVOG ja bereits gibt. Es wurde jedoch der Ausdruck «Oberaufsicht» verwendet, um indirekt daran zu erinnern, dass auch die Direktion auf ihrer Ebene über besondere Aufsichtskompetenzen über das Institut verfügt (vgl. Art. 5 des Gesetzesentwurfs).

Entsprechend Artikel 4 Abs. 1 Bst. b SVOG werden in Artikel 4 Abs. 2 des Entwurfs die dem Staatsrat übertragenen Befugnisse im Zusammenhang mit der Geschäftsführung und der Stellung des Instituts ausdrücklich erwähnt. Es handelt sich vor allem um die Befugnis, die Schulgelder und andere vom Institut erhobenen Gebühren zu beschliessen, die Schulreglemente und Verordnungen zu erlassen und die Direktorin oder den Direktor des Instituts anzustellen.

Es ist ausserdem vorgesehen, dass der Staatsrat die Konsultativkommission des Instituts anhört, bevor er seine Befugnisse wahrnimmt. Die Stellungnahme der Konsultativkommission ist für den Staatsrat vor allem im Rahmen der Prüfung und der Annahme der Mehrjahresplanung, des jährlichen Globalbudgets, des jährlichen Voranschlags, der Rechnungen und des Tätigkeitsberichts des Instituts von besonderem Nutzen (vgl. Art. 4 Abs. 2 Bst. a und Art. 8 Abs. 1 Bst. d des Entwurfs).

Art. 5 Direktion

Artikel 5 Abs. 1 des Entwurfs drückt aus, dass die Direktion, der das Institut administrativ zugewiesen ist (N.B. gegenwärtig die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft), die Aufsichtskompetenzen

über das Institut wahrnehmen muss, die ihr durch Artikel 61 Abs. 1 SVOG übertragen worden sind. Konkret heisst das, dass die Geschäfte, die das LIG dem Staatsrat unterbreitet, von der Direktion vorgestellt werden müssen. Die zuständige Direktion kann bei dieser Gelegenheit auch ihren Standpunkt geltend machen. Die Geschäftsführung des Instituts ist ihrer Aufsicht unterstellt.

In Anwendung von Artikel 61 Abs. 2 SVOG überträgt Artikel 5 Abs. 2 des Entwurfs der zuständigen Direktion gewisse zusätzliche Aufgaben namentlich im Zusammenhang mit der Aufsicht über das Institut. Es geht dabei insbesondere darum, die Zielsetzungen der Geschäftsführung des Instituts und sein Organigramm zu genehmigen, die Geschäftskontrolle zu gewährleisten und gegebenenfalls Anweisungen geben zu können. Die Direktion ist ausserdem dafür zuständig, die Mitglieder des Direktionsrats des Instituts mit Ausnahme der Direktorin oder des Direktors anzustellen. Gemäss der Gesetzgebung über das Staatspersonal muss die Anstellung eines Direktionsratsmitglieds des Instituts immer vom Staatsrat genehmigt werden (vgl. Art. 8 Bst. d StPG).

Mit Artikel 5 Abs. 2 Bst. f wird der Direktion die Befugnis übertragen, Vereinbarungen, die das Institut binden, zu genehmigen. Aufgrund dieser Kompetenzdelegation kann die Direktion ihrerseits je nach Fall der Direktorin oder dem Direktor des Instituts die Zuständigkeit übertragen, solche Vereinbarungen abzuschliessen (Artikel 5 Abs. 3 des Entwurfs). Wenn die Vereinbarungen jedoch den Kanton selbst binden, muss der Staatsrat ihnen beitreten. Wenn eine Vereinbarung, die das Institut bindet, politische Konsequenzen haben könnte (Auswirkung auf den Vollzug interkantonalen Vereinbarungen usw.), müsste sie also als Vereinbarung, die den Kanton bindet, betrachtet und dem Staatsrat unterbreitet werden. Artikel 100 Abs. 1 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004, der vorsieht, dass der Grosse Rat den Beitritt des Kantons zu interkantonalen und internationalen Verträgen genehmigt, bleibt vorbehalten.

Art. 6 Konsultativkommission:

a) Auftrag

Das Institut verfügt gegenwärtig über einen «Aufsichtsrat». Dieser «Rat» wird vor allem dann befragt, wenn das Institut zu gewissen Fragen Stellung nehmen, sich eine Meinung bilden oder seine Tätigkeiten betreffende Entscheide treffen muss. Es handelt sich hier um ein äusserst nützliches «Instrument» des Staatsrats und des Instituts selbst für die Behandlung von Fragen, die letzteres grundlegend betreffen. Der «Rat» kann sich auch für den Staatsrat als nützlich erweisen, wenn dieser mit besonderen technischen Fragen befasst wird.

Die Aufgaben, Befugnisse und folglich auch die Verantwortung dieses «Rats» sollten klar festgelegt werden. In diesem Zusammenhang schlägt der Entwurf vor, seine Bezeichnung von «Aufsichtsrat» in «Konsultativkommission» umzuändern. Diese Bezeichnung hebt einerseits unmissverständlich hervor, dass es sich um eine dem Gesetz vom 22. September 1982 betreffend die Dauer der öffentlichen Nebenämter unterstellte Verwaltungskommission handelt und andererseits weist sie auch wörtlich darauf hin, dass ihre Aufgaben beratender Natur sind. Da es sich bei dieser Kommission nicht um ein Organ des Instituts handelt, wird vorgeschlagen, die «Konsultativkommission» unter den Untertitel «externe Organisation» des Instituts einzureihen.

Art. 7 Konsultativkommission:
b) Zusammensetzung und Organisation

In Artikel 7 des Entwurfs sind die Zusammensetzung der «Konsultativkommission» und die Grundsätze, nach denen sie sich organisiert, festgelegt.

Da das Institut im Zusammenhang mit seinem Ausbildungsangebot in verschiedenen Berufsbereichen tätig ist, ist es wichtig, dass die zahlreichen, vom Institut angebotenen Leistungen innerhalb dieser «Konsultativkommission» vertreten sind. Auch sollte eine gleichmässige Vertretung der Geschlechter, der Regionen und der Sprachen gewährleistet werden. Um dieses Ziel zu erreichen, sollte die Mitgliederzahl, abgesehen von der Präsidentin oder dem Präsidenten, auf mindestens 8 und höchstens 12 festgelegt werden. Durch eine solche repräsentative Vertretung wird nicht nur die aktive Teilnahme aller Tätigkeitsgebiete des Instituts gewährleistet, was einen fruchtbaren Austausch ermöglicht, sondern auch der Zusammenhalt des Instituts gefördert.

Da die Kommission kein Organ des Institutes ist, untersteht sie dem Reglement über die Organisation und Arbeitsweise der Kommissionen des Staates.

Art. 8 Konsultativkommission:
c) Befugnisse

Artikel 8 beschreibt die Befugnisse der Kommission.

Sie äussert sich vor allem zu den Zielsetzungen der Geschäftsführung des Instituts im Rahmen der ihr übertragenen Aufgaben und Aufträge, zu den Voranschlägen, den Rechnungen, zum Tätigkeitsbericht des Instituts und den Vollzugsbestimmungen des LIGG.

In Anbetracht der beratenden Funktion dieser Kommission, gehört es nicht zu ihren Befugnissen, der Direktion des Instituts Anweisungen zu geben. Der Austausch im Rahmen der Arbeiten der Kommission bietet ausreichend Möglichkeit, die Direktorin oder den Direktor des Instituts, die bzw. der an den Sitzungen teilnimmt, zu informieren oder zu orientieren.

Art. 9 Revisionsorgan

In diesem Artikel wird hervorgehoben, dass es sich beim Revisionsorgan um das Finanzinspektorat handelt. Da dieses Organ nicht zur internen Organisation des Instituts gehört, wird es entsprechend der Systematik dieses Gesetzes unter die Rubrik «externe Organisation» des Instituts eingereiht.

Art. 10 Organe des Instituts:
a) Allgemeines

Die Organe des Instituts sind: Der Direktionsrat und die Direktorin oder der Direktor des Instituts.

Art. 11 Organe des Instituts:
b) Direktionsrat

Hauptaufgabe des Direktionsrats ist es, nach dem Kollegialsystem die Grundzüge der Entwicklung des Instituts festzulegen. Die Einsetzung eines Direktionsrats soll nicht nur eine aktive Zusammenarbeit aller Tätigkeitsbereiche des Instituts gewährleisten, was einen fruchtbaren Austausch mit sich bringt, sondern auch den Zusammenhalt innerhalb des Instituts fördern.

Gemäss Artikel 11 Abs. 1 des Entwurfs setzt sich der Direktionsrat aus der Direktorin oder dem Direktor des Insti-

tuts, den Chefinnen oder Chefs der Bildungszentren, der Cheffinnen oder Chefs der kantonalen Stationen sowie der Leiterin oder dem Leiter der Verwaltung zusammen. Die Direktorin oder der Direktor des Instituts führt den Vorsitz.

Artikel 11 Abs. 2 des Entwurfs setzt voraus, dass jedes Mitglied des Direktionsrats stimmberechtigt ist. Von der Direktorin oder dem Direktor des Instituts eingeladene Personen (vgl. Art. 12 Abs. 2 Bst. h des Entwurfs) haben hingegen nur beratende Stimme.

In Artikel 11 Abs. 3 des Entwurfs werden die Befugnisse des Direktionsrats festgelegt. Diese bestehen darin:

- a) die Ausrichtungen, die Zielsetzungen und die Massnahmen für die Weiterentwicklung und den Betrieb des Instituts zu beschliessen;
- b) die Entwürfe über die interne Organisation des Instituts und seiner Sektoren und die Entwürfe des Organigramms zu beschliessen;
- c) die Entwürfe der Mehrjahresplanung, des jährlichen Globalbudgets, der jährlichen Voranschläge, der Rechnungen und des Tätigkeitsberichts des Instituts zu beschliessen.

Diese Geschäfte werden auf Anregung der Direktorin oder des Direktors des Instituts auf die Tagesordnung der Direktionsratssitzungen gesetzt.

Art. 12 Organe des Instituts:
c) Direktorin oder Direktor des Instituts

Unter Vorbehalt der ausdrücklich dem Direktionsrat übertragenen Befugnisse hat die Direktorin oder der Direktor des Instituts eine zentrale Rolle bei der Geschäftsführung des Instituts inne.

Abgesehen von gewissen Fällen, in denen die Entscheidungsbefugnis beim Direktionsrat liegt (vgl. Art. 11 Abs. 3 des Entwurfs), steht die Direktorin oder der Direktor des Instituts hierarchisch über dem gesamten Personal des Instituts, einschliesslich der Mitglieder des Direktionsrats. In Artikel 12 Abs. 3 des Entwurfs ist im Übrigen ausdrücklich festgehalten, dass, wenn nichts anderes vorgesehen ist, innerhalb des Instituts die Direktorin oder der Direktor zuständig ist.

In dieser Funktion muss die Direktorin oder der Direktor des Instituts dafür sorgen, dass die Beschlüsse des Direktionsrats im ganzen Institut umgesetzt werden.

Art. 13 Aufbau des Instituts:
a) Allgemeines

In Artikel 13 Abs. 1 des Entwurfs ist der Aufbau des Instituts beschrieben. Es setzt sich aus einem oder mehreren Bildungszentren, einer oder mehreren kantonalen Stationen und der Verwaltung zusammen.

Artikel 13 Abs. 2 des Entwurfs sieht vor, dass die Bildungszentren und kantonalen Stationen von Fachkommissionen unterstützt werden können. Es handelt sich um Instrumente, die vom Staatsrat nach den in diesem Artikel und in Artikel 53 SVOG festgelegten Grundsätzen eingesetzt werden müssen. Diese Kommissionen bilden eine ideale Plattform für den Austausch von Informationen und Erfahrungen. Sie sind vor allem für das betreffende Zentrum oder die betreffende Station und für die Kreise, die sie vertreten, äusserst wertvoll und ein effizientes Element wenn es darum geht, zu kontrollieren, ob die Organe ihre Leistungen erbringen und ob diese quali-

tativ gut sind. Diese Fachkommissionen sind schon im geltenden Gesetz unter der Bezeichnung «spezialisierte Konsultativkommissionen» vorgesehen und geben Anlass zu vollster Zufriedenheit.

Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass die Fachkommissionen dem Institut administrativ zugewiesen sind. Was ihre Zuständigkeiten betrifft, so haben sie grundsätzlich nur beratende Funktion; Entscheidungsbefugnis könnte ihnen durch den Erlass (z.B.: eine Verordnung des Staatsrats), durch den sie gebildet werden, übertragen werden, z.B. für den Bereich Berufslehre, wenn es um die Anerkennung eines Lehrbetriebs geht. Auch die Zusammensetzung der Kommission wird in besagtem Erlass festgelegt.

Im Übrigen sei darauf hingewiesen, dass es sich bei diesen Fachkommissionen nicht um Organe des Institutes handelt und sie daher der allgemeinen Regelung über die Organisation und Arbeitsweise der Kommissionen des Staates unterstehen.

Art. 14 Aufbau des Instituts: b) Bildungszentren

Die gewählte Formulierung soll es ermöglichen, das Organigramm des Instituts schnell an mögliche Neuorientierungen anzupassen.

Artikel 14 Abs. 2 des Entwurfs sieht vor, die Verantwortlichen der Bildungszentren als «Chefin» oder «Chef» des besagten Bildungszentrums zu bezeichnen. Ihre Befugnisse gehen im Wesentlichen aus ihrem Pflichtenheft hervor, ergeben sich aber zum Teil auch aus den Tätigkeiten, die sie in ihrer Funktion als Direktionsratsmitglieder wahrnehmen müssen (Art. 11 Abs. 1 des Entwurfs).

Die Absätze 3 und 4 von Artikel 14 des Entwurfs sind den Hauptlehrerkonferenzen gewidmet, die für die Gewährleistung einer optimalen Politik in Organisations- und Pädagogikfragen in den Bildungszentren unabdingbar sind.

Art. 15 Aufbau des Instituts: c) Kantonale Stationen

Wie auch bei den Bildungszentren soll die gewählte Formulierung gewährleisten, dass das Organigramm des Instituts schnell an mögliche Neuorientierungen angepasst werden kann. Die kantonalen Stationen werden von den Stationschefsinnen und -chefs geleitet (Art. 15 Abs. 2 des Entwurfs). Ihre Zuständigkeiten gehen im Wesentlichen aus ihrem Pflichtenheft hervor, ergeben sich aber zum Teil auch aus den Tätigkeiten, die sie in ihrer Funktion als Direktionsratsmitglieder wahrnehmen müssen (Art. 11 Abs. 1 des Entwurfs).

Art. 16 Aufbau des Instituts: d) Verwaltung

Die Verwaltung gewährleistet die allgemeine Organisation für das gesamte Institut. Diese umfasst beispielsweise die Personalverwaltung, die Verwaltung der Infrastrukturen und der Logistik sowie der Unterkünfte und der Restaurationsbetriebe. Die Verwaltung fasst auch Verwaltungsaufgaben des Instituts als solches unter sich zusammen, z.B. im Zusammenhang mit der Führung seines Sekretariats und der Buchhaltung. Durch die Zusammenlegung gewisser allgemeiner Verwaltungsaufgaben innerhalb dieses Sektors lassen sich gewisse Skalenerträge erzielen (Art. 16 Abs. 1 des LIGG-Entwurfs).

Die Verwaltung untersteht der Verantwortung einer Leiterin oder eines Leiters der Verwaltung (Art. 16 Abs. 2 des

LIGG-Entwurfs). Diese oder dieser sind nicht befugt, Personal anzustellen, es sei denn, es wird ihnen die Befugnis von der Direktorin oder dem Direktor des Instituts erteilt.

Bestimmte administrative und technische Mitarbeiterinnen oder Mitarbeiter bleiben jedoch in die Bildungszentren oder kantonalen Stationen, denen sie direkt angehören, integriert.

Art. 17 Stellung des Personals

Nach dem Beispiel des geltenden Gesetzes ist im Gesetzesentwurf ausdrücklich vorgesehen, dass das Personal des Instituts der Gesetzgebung über das Staatspersonal unterstellt ist (Art. 17 Abs. 1 des LIGG-Entwurfs).

Diese neuere Gesetzgebung gibt dem Institut den nötigen Handlungsspielraum, um sein Personal entsprechend den besonderen Anforderungen zu verwalten (spezielle Arbeitszeiten im Zusammenhang mit dem Unterricht usw.). Nach dem Beispiel des geltenden Gesetzes wurde es daher nicht als nötig erachtet, in diesem Entwurf besondere Bestimmungen für das Institutspersonal vorzusehen. Sollten Besonderheiten des Instituts Anpassungen erforderlich machen, so sollten diese in dem im StPG vorgesehenen Rahmen erfolgen. Sondervorschriften könnten, falls nötig, im Ausführungsreglement dieses Gesetzes erlassen werden.

Art. 18 Aufgaben des Instituts

In Artikel 18 Abs. 1 des Entwurfs wird verfügt, dass die Tätigkeitsbereiche des Instituts in der Gesetzgebung, insbesondere im LandwG festgelegt werden (vgl. dazu Ziff. 2.1 dieser Botschaft). Mit der vorgeschlagenen Verbindung zwischen dem LIGG und der (Spezial-) Gesetzgebung soll gewährleistet werden, dass die in den betreffenden Bereichen tätigen Berufsleute eine Ausbildung und Dienstleistungen erhalten, die auf die neue Rolle der Landwirtschaft ausgerichtet sind.

In Anbetracht der zahlreichen Kompetenzen, die das Institut auf sich vereinigt, wird das LIG weiterhin die ihm übertragenen Aufgaben wahrnehmen, z.B. in den Bereichen Konsumenten-, Umwelt-, Gewässer-, Tierschutz usw. Auch könnten dem LIG durch die Gesetzgebung weitere Aufgaben zugeteilt werden, vor allem im Zusammenhang mit neuen Ausbildungen oder der Zusammenlegung von Ausbildungen bestimmter Berufsbereiche.

In Artikel 18 Abs. 1 des Entwurfs wird das kantonale Landwirtschaftsgesetz ausdrücklich erwähnt, um darauf hinzuweisen, dass das Institut in erster Linie ein Kompetenzzentrum für die «Grünen Berufe» ist. Artikel 8 des Entwurfs des LandwG sieht in diesem Zusammenhang vor, dass das Institut in den Bereichen Landwirtschaft, Paralandwirtschaft, Forstwirtschaft und den verwandten Bereichen (z.B. Lebensmitteltechnologie) tätig ist. Das LIG muss in diesem Rahmen die Berufsbildung (berufliche Grundbildung, höhere Berufsbildung und berufsorientierte Weiterbildung), die Beratung, die angewandte Forschung und Versuche gewährleisten. Es muss in diesen Bereichen auch Aufgaben und Dienstleistungen technischer Natur wahrnehmen.

In Artikel 18 Abs. 2 des Entwurfs sind die Aufgaben, die das Institut wahrnehmen muss, um die ihm durch die Gesetzgebung übertragenen Tätigkeiten umzusetzen, festgehalten. Es handelt sich hier namentlich um das Grundangebot in den Bereichen Bildung und Dienstleistungen,

das vom LIG auf jeden Fall gewährleistet werden muss, damit es den ihm übertragenen Auftrag erfüllt.

a) Artikel 18 Abs. 2 Bst. a des LIGG-Entwurfs: Das Institut gewährleistet das Angebot und das Management der beruflichen Grundbildung und der höheren Berufs- und Weiterbildung sowie der Erwachsenenbildung.

Als Beispiel sei hier das gegenwärtige Ausbildungsangebot des Instituts erwähnt:

– Landwirtschaftliche, agrokaufmännische und forstwirtschaftliche Ausbildung:

- *Landwirtschaftliche Ausbildung:* Eidgenössisches Fähigkeitszeugnis für Landwirte; Eidgenössisches Diplom «Meisterlandwirt».
- *Agrokaufmännische Ausbildung:* Eidgenössischer Fachausweis Agrokaufmann.
- *Forstwartausbildung:* Eidgenössisches Fähigkeitszeugnis als Forstwart.

– Milchwirtschaftliche und lebensmitteltechnologische Ausbildung:

- *Ausbildung Milchtechnologin/Milchtechnologe:* Eidgenössisches Fähigkeitszeugnis als Milchtechnologin/Milchtechnologe, Diplom milchwirtschaftliche Angestellte/milchwirtschaftlicher Angestellter, Diplom der Kurse für die Berufsprüfung der Milchtechnologinnen/Milchtechnologe (Eidgenössische Berufsprüfung), Kursausweis für den Vorbereitungskurs zur Höheren Fachprüfung für Milchtechnologin/Milchtechnologe.
- *Ausbildung Lebensmitteltechnologin/Lebensmitteltechnologe:* Eidgenössisches Fähigkeitszeugnis als Lebensmitteltechnologin/Lebensmitteltechnologe.
- *Ausbildung zum Lebensmitteltechniker/Lebensmitteltechnikerin:* Diplomierter Lebensmitteltechniker (Höhere Fachschule).

– Hauswirtschaftliche Ausbildung:

- *Ausbildung Fachfrau/Fachmann Hauswirtschaft:* Eidgenössisches Fähigkeitszeugnis für Fachfrau/Fachmann Hauswirtschaft nach zwei möglichen Ausbildungsarten: Lehre oder Modulare Ausbildung für Erwachsene.
- *Ausbildung Hauspflegerin/Hauspfleger:* Eidgenössisches Fähigkeitszeugnis für Hauspflegerin/Hauspfleger.
- *Ausbildung zur Bäuerin mit Fachausweis:* Fachausweis und eidgenössisches Diplom für Bäuerinnen
- *Hauswirtschaftliche Ausbildung:* Hauswirtschaftsunterricht im Rahmen von Ausbildungen im Bereich Gesundheit/Soziales der Berufsschule Gesundheit-Soziales.

b) Artikel 18 Abs. 2 Bst. b und c des LIGG-Entwurfs: Das Institut nimmt die Beratung, Aufträge und Dienstleistungen sowie den Vollzug und die Kontrolle wahr, wenn ihm entsprechende Aufgaben übertragen werden (Bst. b), sowie die angewandte Forschung, Entwicklung und wissenschaftliche Unterstützung zugunsten der Ausbildung und Dritter (Bst. c).

Das Institut bietet gegenwärtig die folgenden Leistungen an:

- *Agrarwirtschaft* (Erstellung von Betriebsbudgets, Suche nach Lösungen für die Zukunft, Planung der Betriebsübergabe, Führung und Begleitung der landwirtschaftlichen Buchhaltung, usw.);
- *technische Beratung* (in den Bereichen: Zucht, Fleisch-, Milch- und Futterproduktion, Ackerbau und Spezialkulturen¹, Boden- und Umweltschutz, usw.);
- *andere Beratungen* (in den Bereichen: Umstellung auf biologische Landwirtschaft, Bauwesen, Betreuung von Landwirtschaftsbetrieben mit Finanzproblemen, Verwaltung des Versicherungsportefeuilles, Maschinenkauf, Unfallverhütung usw.);
- *hauswirtschaftliche Beratung* (Estellen von Haushaltsbudgets, Diversifizierung, Wertschöpfung, Agrotourismus, Selbstversorgung, usw.);
- *milchwirtschaftliche Kontrolle und Beratung* (Qualitätskontrolle von Milch und Milchprodukten, sowie Inspektions- und Beratungsaufgaben des MIBD²);
- *Pflanzenschutz* (Bekämpfung von schädlichen Organismen und Schutz der Kulturen und des Pflanzenmaterials³ durch seinen Pflanzenschutzdienst);
- *angewandte Forschung* im Rahmen seiner Landwirtschafts-, Milchwirtschafts-, Gemüsebau-, Gartenbau-, Schweinemast- und Bienenzuchtbetriebe, sowie auf der Demonstrationsobstanlage.

c) Artikel 18 Abs. 2 Bst. d des LIGG-Entwurfs: Das Institut arbeitet mit Partnern oder Dritten zusammen.

- Gegenwärtig arbeitet das LIG eng mit zahlreichen *Partnern* zusammen. Dies können landwirtschaftliche Organisationen wie Zuchtgenossenschaften oder die Freiburgerische Landwirtschaftskammer sein. Das LIG bietet ihnen beispielsweise administrative oder technische Unterstützung oder unterstützt sie bei der Führung der Statistik.
- Auch die Zusammenarbeit mit *Dritten* ist von Bedeutung, da sich das Institut von Fall zu Fall interdisziplinär weiterentwickeln muss. Es braucht diese Zusammenarbeit beispielsweise in den Bereichen Landwirtschaft und Paralandwirtschaft, Konsumenten- und Tierschutz, Umweltschutz, Heimatschutz oder auch bei der Entwicklung des ländlichen Raumes. Sie kann nicht nur im Rahmen des klassischen, am LIG erteilten Unterrichts nahe liegend sein, sondern auch im Bereich Erwachsenenbildung oder Ausbildungen, die sich nicht auf die «Grünen Berufe» beschränken (paralandwirtschaftliche Bereiche).

¹ Gemüsebau und Bienenzucht.

² Milchwirtschaftlicher Inspektions- und Beratungsdienst.

³ Führung eines kantonalen Pflanzenschutzdienstes gemäss Artikel 150 des Bundesgesetzes über die Landwirtschaft (SR 910.1); Bekämpfung des Feuerbrandes und Vorbeugung der durch Wühlmäuse verursachten Schäden (SGF 912.5.15 und 912.5.41).

Art. 19 Mittel

Dieser Artikel ist eine notwendige Ergänzung zu Artikel 18 des Entwurfs. In letzterem werden die Tätigkeiten festgelegt, die das Institut für die Wahrnehmung der ihm übertragenen Aufgaben ausüben muss, und in diesem Artikel wird erwähnt, über welche Mittel das Institut verfügen muss, um dies auf optimale Weise tun zu können.

Artikel 19 Abs. 2 des Entwurfs nimmt Bezug auf die Qualitätskontrolle der vom Institut erbrachten Leistungen. Dieser allgemeine Hinweis erinnert ausdrücklich daran, dass sich das Institut nach anerkannten Normen und Qualitätsstandards, die sich beispielsweise aus Empfehlungen von Bund und Kanton herleiten lassen, richten muss. Es wurde als nötig erachtet, dem Entwurf diese Ergänzung hinzuzufügen, um darauf hinzuweisen, dass am LIG der Tatsache Rechnung getragen wird, dass Unterricht und Dienstleistungen immer öfter qualitativen Normen unterstehen, und dass man sich dessen bewusst ist, dass die Einhaltung dieser Normen mit Kontrollen verbunden ist. Die Einhaltung dieser Regeln (wie ISO, eduQua usw. ...) ist unumgänglich, wenn man von Bundesbeiträgen profitieren und das Know-how der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des LIG und der Personen, die seine Leistungen in Anspruch nehmen, laufend verbessern will. Dieser Absatz ist nicht nur für die Personen in Ausbildung und ihren Lehrkörper verbindlich, sondern auch für das Institut, seine Schulen, Produktionseinheiten und Dienststellen. Er ist jedoch auch als Anreiz gedacht.

Art. 20 Finanzierung:

a) Im Allgemeinen

Es ist unerlässlich, dass der Kanton Freiburg dem LIG die für seinen Betrieb, Investitionen und für seine Weiterentwicklung nötigen Mittel weiterhin zur Verfügung stellt.

Im Rahmen des kantonalen Voranschlags kann das Institut auf Mittel zählen wie die Schulgelder und andere Gebühren, Beiträge und Beteiligungen, Bundessubventionen, die in den Produktionseinheiten und mit Dienstleistungen erzielten Beträge, allfällige Spenden und Legate sowie die Bussen und Strafen, die gestützt auf die eidgenössische und die kantonale Gesetzgebung ausgesprochen werden. Artikel 20 Abs. 2 bildet ausserdem die gesetzliche Grundlage, die es dem Institut ermöglicht, wie die meisten anderen Schulen ein Schulgeld (vorbehaltlich der Bundesbestimmungen namentlich über die berufliche Grundbildung) und Gebühren zu erheben (vgl. Art. 20 Abs. 2 Bst. b). Er erlaubt es dem Institut auch, die Erträge von Bussen und Strafen, die es auszusprechen befugt ist, zu beziehen (vgl. Art. 20 Abs. 2 Bst. f).

Absatz 3 erlaubt es schliesslich, genauer festzulegen, welche Leistungen gemäss der Gesetzgebung von der öffentlichen Hand finanziert werden müssen, und für welche eine Kofinanzierung durch die Leistungsempfänger möglich ist.

Art. 21 Finanzierung:

b) Globalbudget

Mit dem vorgeschlagenen System soll dem LIG ein grösserer Handlungsspielraum bei der Nutzung der im zur Verfügung gestellten Mittel eingeräumt werden. Ein solches System rechtfertigt sich in erster Linie wegen der zahlreichen Tätigkeiten, die am Institut wahrgenommen werden. Es rechtfertigt sich auch aufgrund der Tatsache, dass das Institut als juristische Person bei der Verwaltung seiner Finanzen über eine gewisse Eigenständigkeit verfügen muss. Dieser Gesetzesentwurf schlägt daher vor,

das LIG nach dem Beispiel der pädagogischen Hochschule (siehe PHG¹) dem System des jährlichen Globalbudgets zu unterstellen.

Das System des Globalbudgets gibt den Organen des LIG eine gewisse Freiheit bei der Verwendung der dem Institut zur Verfügung gestellten Beträge. In Anbetracht seiner vielseitigen Aufgaben ermöglicht dies dem Institut, Ausgaben entsprechend den Erfordernissen der Geschäftsführung, die sich im Laufe des Jahres ergeben, gezielt zu tätigen.

Bei der Verwendung des Globalbudgets muss sich das Institut jedoch nach den Grundsätzen in Artikel 21 Abs. 2 des Entwurfs richten, d.h. es berücksichtigt den durch die Gesetzgebung über das Staatspersonal und die Gesetzgebung über den Finanzhaushalt des Staates festgelegten Rahmen.

Zugunsten einer gewissen Eigenständigkeit innerhalb der erwähnten Grenzen erhält der Direktionsrat daher das Recht, die Nutzung der ihm zur Verfügung gestellten Mittel im Einzelnen selbst festzulegen (Art. 21 Abs. 2 und 3 des Entwurfs). Der Handlungsspielraum des Instituts bleibt stark eingeschränkt, vor allem aufgrund der Tatsache, dass mit einem bedeutenden Teil des Budgets des LIG Stellen finanziert werden, die der Gesetzgebung über das Staatspersonal unterstehen. Das Mindestmass an Flexibilität, das das System des Globalbudgets vorsieht, ermögliche es dem Institut trotzdem, eine optimale Geschäftsführung zu gewährleisten.

In letzter Instanz genehmigt der Grosse Rat das Budget des Instituts (Art. 21 Abs. 4 des Entwurfs).

Art. 22 Finanzierung:

c) Analytische Buchhaltung

Diese zusätzliche Anforderung an die Buchhaltung ermöglicht einen besseren Überblick über die tatsächlichen Kosten der «Produkte» des LIG, insbesondere die Kosten im Zusammenhang mit Dienstleistungen oder der Produktion. Ausserdem lassen sich so auch für die meisten Leistungen Zielsetzungen festlegen, vor allem was ihre Finanzierung betrifft.

Art. 23 Finanzierung:

d) Schulgelder, andere Gebühren und Preise

Artikel 23 Abs. 1 des Entwurfs räumt dem Staatsrat die Möglichkeit ein, je nach Wohnsitz der Person in Ausbildung ein unterschiedliches Schulgeld festzulegen. Falls dies mit dem eidgenössischen und dem internationalen Recht vereinbar ist, was von Fall zu Fall abgeklärt werden muss, liesse sich ein höheres Schulgeld beispielsweise dann rechtfertigen, wenn die Personen in Ausbildung aus Ländern oder Schweizer Kantonen kommen, die sich nicht an der Finanzierung des Instituts beteiligen.

Da man sich nur schwer vorstellen kann, dass der Staatsrat damit beauftragt wird, z.B. den Verkaufspreis für Gemüse, Mahlzeiten oder die Miete von Software festzulegen, wird in Artikel 23 Abs. 2 des Entwurfs präzisiert, dass das Institut die Preise für seine Produkte oder Dienstleistungen, die es auf vertraglicher Basis erbringt, selbst festlegt (vgl. in diesem Sinne auch Ziff. 3.1 dieser Botschaft). Das Institut richtet sich dabei nach den Marktpreisen, ohne sie jedoch automatisch übernehmen

¹ Gesetz vom 4. Oktober 1999 über die Pädagogische Hochschule; SGF 412.2.1

zu müssen. Die Tarife richten sich im Übrigen nach dem Interesse, das der Kanton daran hat, dass das Institut die betreffende Leistung erbringt. In Anbetracht seiner Stellung als juristische Person des öffentlichen Rechts achtet das Institut darauf, bei der Festlegung seiner Preise den Wettbewerb nicht zu verzerren.

Art. 24 Ziele

Dieser Artikel bestimmt den Kurs, der im Ausbildungsbereich im Allgemeinen gewährleistet werden muss. Er richtet sich in erster Linie an die Ausbildungsverantwortlichen oder auszubildenden Personen.

Eine Ausbildung muss nicht nur technisch einwandfrei erteilt werden. Das Gelingen einer Ausbildung setzt nicht nur den Erwerb technischer Kompetenzen voraus, sondern auch die Fähigkeit der Absolventen, selbstständig zu handeln, die Entwicklung von Verantwortungsgefühl, Solidaritätssinn und die Fähigkeit zur Zusammenarbeit. Dieser Artikel erwähnt, welche Fähigkeiten die Personen in Ausbildung entwickeln müssen, um ihre technischen Kompetenzen effizient und umfassend einsetzen zu können.

Art. 25 Rechte und Pflichten

In Artikel 25 des Entwurfs wird darauf aufmerksam gemacht, dass das Institutsleben auch den Einsatz der Personen in Ausbildung erforderlich macht, damit das System optimal funktioniert. Dieses Vorgehen erfolgt vor allem im Rahmen der «Qualitätssicherung», die zu einer laufenden Verbesserung der verschiedenen Leistungen des Instituts beitragen soll (vgl. in diesem Sinne auch Artikel 19 Abs. 2 des Entwurfs).

Artikel 25 des Entwurfs sieht daher für die Personen in Ausbildung das Recht vor, informiert zu werden, sich zu beteiligen und Vorschläge anzubringen. Vorschläge sollten an die Direktorin oder den Direktor des Instituts gerichtet werden, damit sie wenn nötig an den Direktionsrat weitergeleitet und dort besprochen werden können. Je nach Art der Anfrage ist grundsätzlich der Direktionsrat dafür zuständig, mögliche Vorschläge zu einer Optimierung des Institutsbetriebs und der -strukturen zu überprüfen (Art. 11 Abs. 3 des Entwurfs).

Die verschiedenen Pflichten im Zusammenhang mit den jeweiligen Ausbildungen müssen in den (vom Staatsrat erlassenen; Art. 4 Abs. 2 Bst. c und Art. 26 des Entwurfs) Schulreglementen und Schulverordnungen und je nach normativem Gehalt eventuell auch in den internen Weisungen des Instituts festgehalten werden (Art. 12 Abs. 3 des Entwurfs; Befugnisse der Direktorin oder des Direktors des Instituts).

Art. 26 Schulreglemente und -verordnungen

Der Entwurf präzisiert das im SVOG festgelegte System im Bereich Rechtssetzung, ohne jedoch davon abzuweichen. Die in diesem Artikel vorgesehenen Schulreglemente und -verordnungen werden vom Staatsrat erlassen (Art. 4 Abs. 2 Bst. c des Entwurfs).

Artikel 26 des Entwurfs legt den Inhalt der Schulreglemente und -verordnungen fest, die erlassen werden müssen.

Das Institut ist weiterhin dafür zuständig, durch seine Direktorin oder seinen Direktor Verwaltungsverordnungen und Rundschreiben für den internen Gebrauch zu erlassen (Art. 12 Abs. 3 des Entwurfs).

Art. 27 Schulgeld und andere Gebühren

Dieser Artikel legt den Kreis der Personen fest, die Schulgelder und eventuelle andere Gebühren entrichten oder sich an den Kosten beteiligen müssen. Diese Gebühren werden vom Institut von den Personen in Ausbildung für die Leistungen, die es erbringt, bezogen. Für gewisse Ausbildungen des Instituts wird weiterhin ein Schulgeld entrichtet werden müssen.

Artikel 27 Abs. 1 behält implizit die Bundesgesetzgebung im Bereich Berufsbildung vor, da die Bundesgesetzgebung im Rahmen der «beruflichen Grundbildung» vorsieht, dass der obligatorische Unterricht unentgeltlich ist (Art. 22 Abs. 2 des Bundesgesetzes über die Berufsbildung).

Diese Gebühren werden vom Staatsrat genehmigt (vgl. Art. 4 Abs. 2 Bst. b des Entwurfs).

Art. 28 Disziplinar massnahmen

In diesem Artikel werden die verschiedenen Disziplinar massnahmen festgelegt, die gegen eine Person in Ausbildung verhängt werden können. Aus didaktischen Gründen wird die härteste Straf massnahme zuerst und die mildeste zuletzt erwähnt.

Es wäre nicht angebracht, die Situationen aufzulisten, die eine bestimmte Straf massnahme erforderlich machen würden. Dies wäre zu reduktionistisch oder karikaturistisch. Ein sehr schlimmes Betragen, das zum sofortigen Ausschluss führen könnte, wäre jedoch beispielsweise dann gegeben, wenn Personen durch den Konsum von Drogen auf dem Schulgelände des LIG gefährdet würden, am Institut strafbare Handlungen begangen würden (Diebstahl, Sachbeschädigung, Körperverletzung usw.) oder auch im Falle von Betrug im Rahmen der Qualifikationsverfahren.

Die Busse als Straf massnahme wird in Übereinstimmung mit der an den anderen Berufsbildungseinrichtungen des Kantons üblichen Praxis vorgeschlagen.

Da die Chefinnen oder Chefs des oder der betreffenden Bildungszentren am besten in der Lage sind, über die Schuld oder Unschuld einer Person, für deren Ausbildung sie sorgen, zu urteilen, sind sie dafür zuständig, Disziplinar massnahmen zu verfügen, was jedoch auch eine Belastung sein kann.

Disziplinar massnahmen müssen mittels Entscheid verfügt werden, wobei die Regeln des Verwaltungsverfahrens eingehalten werden müssen. Gegen diese Entscheide ist der Rechtsweg offen.

Art. 29 und 30 Die Stellung von Personen in Ausbildung beeinträchtigende Entscheide

Artikel 29 und 30 des Entwurfs lassen sich auf alle Situationen, die die Stellung einer Person in Ausbildung beeinträchtigen und im Laufe der Ausbildung auftreten können, anwenden.

Artikel 29 Abs. 1 betrifft Entscheide, die von den Ausbildungsverantwortlichen sowie von den Auszubildenden getroffen werden.

Geht bei der Chefin oder dem Chef des Bildungszentrums eine Einsprache ein, so muss sie oder er einen Entscheid fällen (Art. 29 Abs. 1 *in fine* und 2 des Entwurfs). Gegen diesen Entscheid kann seinerseits bei der Direkto-

rin oder dem Direktor des Instituts Beschwerde eingereicht werden (Art. 30 des Entwurfs).

Wird der Entscheid «in erster Instanz» von der Chefin oder dem Chef des betreffenden Bildungszentrums gefällt, so wird der Rechtsweg direkt bei der Direktorin oder dem Direktor des Instituts eröffnet (Art. 30 des Entwurfs). Die nachfolgenden Beschwerden bei den gerichtlichen Instanzen bleiben vorbehalten (z.B.: Beschwerde beim Verwaltungsgericht gemäss Artikel 33 des Entwurfs; Instanzen des Bundes).

Art. 31 Entscheide im Qualifikationsverfahren

Artikel 31 des Entwurfs ist auf Entscheide im Rahmen des Qualifikationsverfahrens anwendbar. Da in gewissen Verordnungen des Bundes zu bestimmten Ausbildungen des LIG bereits Rechtsmittel vorgesehen sind, wird präzisiert, dass das Verfahren in Artikel 31 Abs. 1 und 2 nur in Ermangelung von Sonderbestimmungen in der Spezialgesetzgebung angewendet wird.

Der im geltenden Gesetz verwendete Ausdruck «Prüfungskommission» wurde als zu restriktiv erachtet. Er wurde mit «Behörde, die über deren Ergebnis entscheidet» ersetzt.

Die Abschlussklausuren werden von nun an im Übrigen entsprechend der neuen Terminologie des Bundes als «Qualifikationsverfahren» bezeichnet (Art. 33 ff. des Bundesgesetzes über die Berufsbildung).

Die im geltenden Gesetz vorgesehene Einsprachefrist von 5 Tagen wurde als zu kurz erachtet und auf 10 Tage verlängert. Gegen einen Einspracheentscheid kann ebenfalls innert 10 Tagen bei der Direktorin oder dem Direktor des Instituts Beschwerde eingereicht werden.

Art. 32 Entscheide der Stationschefin oder des Stationschefs

Das Institut verfügt gegenwärtig über gewisse Entscheidungskompetenzen, namentlich bei der Bekämpfung des Feuerbrands und der Wühlmäuse. Diese Kompetenzen werden im Allgemeinen von den Stationschefinnen oder Stationschefs wahrgenommen. Es müssen daher die Rechtsmittel und Beschwerdemodalitäten zu ihren Entscheiden vorgesehen werden.

Art. 33 Entscheide der Direktorin oder des Direktors des Instituts

Gegen alle Entscheide der Direktorin oder des Direktors des Instituts kann innerhalb von 30 Tagen beim Verwaltungsgericht Beschwerde eingereicht werden.

Hier wurde absichtlich und vor allem aus didaktischen Gründen die allgemeine Regelung von Artikel 114 Abs. 1 Bst. b des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege übernommen, der dem eigenständigen Charakter von Anstalten mit eigener Rechtspersönlichkeit Rechnung trägt.

Art. 34 Gesuche, Klagen und Beschwerden im Zusammenhang mit Personalfragen

Aufgrund der besonderen Verfahren im Personalbereich, werden für Rechtsstreite im Zusammenhang mit solchen Fragen die Vorschriften der Gesetzgebung über das Staatspersonal befolgt.

Art. 35 Verfahren

Dieser Artikel hat didaktische Bedeutung.

Art. 36 Übergangsbestimmungen

Das Institut wird gegenwärtig versuchsweise nach dem Leistungsauftragssystem geführt. Das Inkrafttreten der Bestimmungen des Entwurfs über die Finanzierung des Instituts sollte daher bis zum Ablauf dieses Dekrets aufgeschoben werden (Art. 20, 21, 22 und 23 des Entwurfs).

Art. 37 Aufhebung bisherigen Rechts

Insofern als dieser Entwurf das LIG ersetzen soll, sollte dieses aufgehoben werden, falls der Entwurf angenommen wird.

Art. 38 Inkrafttreten

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest. Es sollte gleichzeitig mit dem LandwG in Kraft treten, da sich die beiden Gesetzestexte ergänzen.

5. DIE AUSWIRKUNGEN DES ENTWURFS

5.1 Finanzielle Auswirkungen

Dieser Entwurf zieht weder finanzielle noch personelle Auswirkungen für den Staat Freiburg nach sich.

Mit den Vorschlägen zur Finanzierung des Instituts (vgl. Art. 20 ff. des Entwurfs) soll eine optimale Verwaltung aller ihm zur Verfügung stehenden Ressourcen gewährleistet und ihm gleichzeitig genügend Handlungsspielraum bei der Verwendung des ihm zur Verfügung stehenden Budgets eingeräumt werden. Das vorgeschlagene System übernimmt gewisse Grundsätze der Führung mit Leistungsauftrag mit dem Ziel, es dem Institut zu ermöglichen, im Rahmen des Mehrjahresbudgets langfristige Prioritäten festzulegen und so die ihm zur Verfügung gestellten Mittel rationell zu verwenden.

Das Institut wird bereits seit mehreren Jahren nach dem Leistungsauftragssystem geführt. In diesen Jahren konnte es sich mit den wichtigsten Grundsätzen dieser Führungsart vertraut machen. Die Budgets und Rechnungen, die das Institut vorlegt, seit es nach diesem neuen System geführt wird, zeigen, dass es durchaus angebracht ist, dem Institut auf Dauer einen gewissen Handlungsspielraum bei der Verwaltung seiner Finanzen zu belassen. Das hier vorgeschlagene System des jährlichen Globalbudgets ist jedoch restriktiver.

Die in den Artikeln 20 ff. des Entwurfs vorgeschlagenen Bestimmungen lassen den vom Grosse Rat genehmigten Sonderbestimmungen des Dekrets über die versuchsweise Einführung der Führung mit Leistungsauftrag in der Kantonsverwaltung den Vortritt. Das bedeutet, dass die Bestimmungen in Artikel 20 ff. suspendiert sind, solange das Dekret in Kraft ist und solange das Institut Pilotenheit ist. Dies ist Gegenstand von Artikel 36.

5.2 Auswirkungen des Entwurfs auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

Der Entwurf hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden.

5.3 Verfassungsmässigkeit, Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Eurokompatibilität

Der Entwurf ist mit dem Bundesrecht und der Kantonsverfassung vereinbar.

Das Bundesrecht beauftragt vor allem die Kantone damit, die Berufsbildung im landwirtschaftlichen Bereich sowie die landwirtschaftliche und hauswirtschaftliche Beratung zu gewährleisten. Der Entwurf organisiert das Institut so, dass es diese Aufträge entsprechend der neuen Bundesgesetzgebung über die Berufsbildung und über die Landwirtschaft wahrnehmen kann.

Der Entwurf ist ausserdem mit dem europäischen Recht vereinbar.

5.4 Gesetzes- und Finanzreferendum

Das LIGG untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

Da es keine neuen Investitionen nach sich zieht und die vom Staat gewährten Mittel durch den ordentlichen Voranschlag gewährleistet werden, ist es nicht angebracht, das Finanzreferendum zu ergreifen.

Wir laden Sie ein, diesen Gesetzesentwurf über das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg anzunehmen.

Anhänge:– Schülerstatistik, Stand: 1. Dezember 2005
– Organigramm des LIG (siehe französischen Text)

Berufsbildung

Anzahl der eingeschriebenen Schüler für die Schuljahre 2003/2004, 2004/2005 und 2005/2006

Stand per 1. Dezember 2005

	Französischsprachig			Deutschsprachig			Total		
	03/04	04/05	05/06	03/04	04/05	05/06	03/04	04/05	05/06
Land- und Forstwirtschaftliches Bildungszentrum									
Landwirtschaftliche Berufsschule									
erstes Semester	31	42	45	38	28	32	69	70	77
zweites Semester	44	46	45	25	32	29	69	78	74
Landwirtschaftsschule									
drittes Semester	19	30	39	10	12	15	29	42	54
viertes Semester	38	28	43	12	10	13	50	38	56
Zweitausbildung	12	11	17	--	--	--	12	11	17
Vorbereitungskurse für die eidg. landw. Berufsprüfung	78	43	36	13	15	13	91	58	49
Vorbereitungskurse für die eidg. landw. Meisterprüfung									
erster Teil (Module 1-6)	34	44	46	18	15	12	52	59	58
zweiter Teil (Schlussprüfung)	--	19	18	3	9	10	3	28	28
Berufsschule für Forstwarte									
erstes Jahr	16	12	10	3	8	2	19	20	12
zweites Jahr	12	15	12	3	2	7	15	17	19
drittes Jahr	15	10	14	2	3	3	17	13	17
Kurs für Agro-Kaufleute	23	11	10	--	--	--	23	11	10
Total	322	311	335	127	134	136	449	445	471
Bildungszentrum für Milchwirtschaft und Lebensmitteltechnologie									
Berufsschule für Milchtechnologien									
Einführungskurs I	--	--	--	--	30	25	--	30	25
Einführungskurs II	--	--	--	--	16	32	--	16	32
erstes Jahr	22	36	38	--	--	--	22	36	38
zweites Jahr	19	32	35	5	--	--	24	32	35
drittes Jahr	9	24	28	3	5	--	12	29	28
Berufsschule für Lebensmitteltechnologien									
erstes Jahr	10	13	17	--	--	--	10	13	17
zweites Jahr	11	7	11	--	--	--	11	7	11
drittes Jahr	6	11	7	--	--	--	6	11	7
Milchwirtschaftliche Schule	4	11	11	3	--	--	7	11	11
Betriebsleiterschule für Käser und Molkeristen	13	--	11	--	--	--	13	--	11
Technische Lebensmittelschule	13	5	--	4	10	9	17	15	9
Total	107	139	158	15	61	66	122	200	224
Hauswirtschaftliches Bildungszentrum									
Gemeinsame Grundausbildung: GEF/AFA/ASS erstes Jahr	70	55	52	--	--	--	70	55	52
ASS - zweites Jahr *	--	(61)	(45)	--	--	--	--	(61)	(45)
ASS - drittes Jahr *	--	(34)	(61)	--	--	--	--	(34)	(61)
Hauspflegeschule									
erstes Jahr	9	10	9	--	--	--	9	10	9
zweites Jahr	13	10	11	--	--	--	13	10	11
Lehre als Hauswirtschafter/-in									
Grundausbildung					8	8		8	8
erstes Jahr	20	15	14	7	11	--	27	26	14
zweites Jahr	3	12	13	--	--	--	3	12	13
drittes Jahr	10	3	11	--	--	--	10	3	11
Ausbildung Hauswirtschafter/-in gemäss Art. 41					10	--		10	--
erstes Jahr	15	10	13	--	10	--	15	20	13
zweites Jahr	13	15	10	7	--	4	20	15	14
Vorbereitungskurse für Fachausweis und Diplom									
Total	--	10	6	--	--	5	--	10	11
	153	140	139	14	29	17	167	169	156
Landwirtschaftliches Institut	582	590	632	156	224	219	738	814	851

* Unter der Leitung der Krankenpflegeschule (im Total nicht enthalten)

Projet du 14.02.2006

Entwurf vom 14.02.2006

Loi

du

sur l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (LIAG)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle;
Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, notamment ses articles 64, 65, 66 et 74;
Vu la loi du ... sur l'agriculture, notamment ses articles 3 let. b, 8 et 15;
Vu le message du Conseil d'Etat du 14 février 2006;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Objet

La présente loi règle:

- a) le statut de l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (ci-après: l'Institut);
- b) son organisation;
- c) les modalités d'exécution des tâches qui lui sont confiées;
- d) son financement;
- e) le statut des personnes en formation.

Gesetz

vom

**über das Landwirtschaftliche Institut des Kantons
Freiburg (LIGG)**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 13. Dezember 2002 über die Berufsbildung;
gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004, namentlich die Artikel 64, 65, 66 und 74;
gestützt auf das Landwirtschaftsgesetz vom ..., namentlich die Artikel 3 Bst. b, 8 und 15;
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 14. Februar 2006;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand

Dieses Gesetz regelt:

- a) die Stellung des Landwirtschaftlichen Instituts des Kantons Freiburg (das Institut);
- b) seine Organisation;
- c) die Ausführungsmodalitäten der ihm übertragenen Aufgaben;
- d) seine Finanzierung;
- e) die Stellung der Personen in Ausbildung.

Art. 2 Statut

¹ L'Institut est un établissement public doté de la personnalité juridique. Il a son siège à Grangeneuve, sur le territoire de la commune d'Hauterive (FR).

² Son abréviation officielle est: IAG.

³ Il est rattaché administrativement à la Direction chargée des affaires agricoles (ci-après: la Direction).

⁴ Il est exempt d'impôts.

Art. 3 Langues

¹ L'Institut assure en principe l'exécution de ses tâches dans les deux langues officielles du canton.

² Il veille à développer ses activités en favorisant l'apprentissage de la langue partenaire et l'échange entre les deux communautés linguistiques du canton.

CHAPITRE 2

Organisation

A. Organisation externe

Art. 4 Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance sur l'Institut.

² Il a en outre les attributions suivantes:

- a) il adopte la planification pluriannuelle, l'enveloppe budgétaire annuelle, les budgets annuels, les comptes et le rapport d'activité de l'Institut;
- b) il adopte le tarif des écolages, des autres taxes et des émoluments perçus par l'Institut;
- c) il adopte les règlements ou ordonnances scolaires;
- d) il engage le directeur ou la directrice de l'Institut;
- e) il exécute les autres tâches qui lui sont dévolues par la loi.

Art. 2 Stellung

¹ Das Institut ist eine öffentliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit. Sein Sitz befindet sich in Grangeneuve auf dem Gebiet der Gemeinde Hauterive (FR).

² Seine offizielle Abkürzung lautet: LIG

³ Es ist der für Landwirtschaftsfragen zuständigen Direktion (die Direktion) administrativ zugewiesen.

⁴ Es ist nicht steuerpflichtig.

Art. 3 Sprachen

¹ Grundsätzlich nimmt das Institut seine Aufgaben in den beiden Amtssprachen des Kantons wahr.

² Es sorgt bei der Entwicklung seiner Tätigkeiten dafür, dass das Erlernen der Partnersprache und der Austausch zwischen den beiden Sprachgemeinschaften des Kantons gefördert werden.

2. KAPITEL

Organisation

A. Externe Organisation

Art. 4 Staatsrat

¹ Der Staatsrat übt die Oberaufsicht über das Institut aus.

² Er hat ausserdem die folgenden Befugnisse:

- a) Er verabschiedet die Mehrjahresplanung, das jährliche Globalbudget, die jährlichen Voranschläge, die Rechnungen und den Tätigkeitsbericht des Instituts.
- b) Er beschliesst die vom Institut erhobenen Schulgelder und anderen Gebühren.
- c) Er erlässt die Schulreglemente und -verordnungen.
- d) Er stellt die Direktorin oder den Direktor des Instituts an.
- e) Er nimmt die übrigen Aufgaben wahr, die ihm vom Gesetz übertragen werden.

³ Dans l'exercice de ses attributions relatives à l'Institut, il consulte préalablement la Commission consultative de l'Institut.

Art. 5 Direction

¹ Dans ses relations avec l'Institut, la Direction exerce les tâches qui lui sont réservées par la législation générale.

² Elle a en outre les compétences suivantes:

- a) elle approuve les objectifs de gestion de l'Institut;
- b) elle exerce la surveillance et veille à l'accomplissement des tâches confiées à l'Institut;
- c) elle assure le suivi des affaires de l'Institut et peut, à cet effet, donner des instructions;
- d) elle engage les membres du conseil de direction de l'Institut, à l'exception du directeur ou de la directrice de l'Institut;
- e) elle approuve l'organigramme de l'Institut;
- f) elle approuve les conventions qui engagent l'Institut;
- g) elle soumet au Conseil d'Etat les projets de planification pluriannuelle, d'enveloppe budgétaire annuelle, de budgets annuels, de comptes ainsi que le rapport d'activité de l'Institut.

³ La Direction peut déléguer au directeur ou à la directrice de l'Institut la compétence de conclure des conventions qui engagent l'Institut.

Art. 6 Commission consultative

a) Rôle

La Commission consultative (ci-après: la Commission) est l'organe consultatif du Conseil d'Etat et de l'Institut pour les questions touchant à l'orientation, l'organisation et la gestion de l'Institut.

Art. 7 b) Composition et organisation

¹ La Commission est composée du conseiller d'Etat-Directeur ou de la conseillère d'Etat-Directrice, qui la préside, et de huit à douze autres membres nommés par le Conseil d'Etat.

² La Commission désigne son vice-président ou sa vice-présidente.

³ Le directeur ou la directrice de l'Institut ainsi que le responsable administratif ou la responsable administrative de l'Institut assistent aux séances avec voix consultative.

³ Bei der Ausübung seiner Befugnisse im Zusammenhang mit dem Institut hört er vorgängig die Konsultativkommission des Instituts an.

Art. 5 Direktion

¹ In ihren Beziehungen zum Institut nimmt die Direktion alle Aufgaben wahr, die ihr durch die allgemeine Gesetzgebung vorbehalten sind.

² Sie hat ausserdem die folgenden Befugnisse:

- a) Sie genehmigt die Zielsetzungen für die Geschäftsführung des Instituts.
- b) Sie nimmt die Aufsicht wahr und sorgt dafür, dass die dem Institut übertragenen Aufgaben erfüllt werden.
- c) Sie gewährleistet die Geschäftskontrolle des Instituts und kann zu diesem Zweck Anweisungen geben.
- d) Sie stellt die Mitglieder des Direktionsrats des Institutes an mit Ausnahme der Direktorin oder des Direktors des Instituts.
- e) Sie genehmigt das Organigramm des Instituts.
- f) Sie genehmigt Vereinbarungen, die das Institut binden.
- g) Sie unterbreitet dem Staatsrat die Entwürfe der Mehrjahresplanung, des jährlichen Globalbudgets, der jährlichen Voranschläge, der Rechnungen sowie des Tätigkeitsberichts des Instituts.

³ Die Direktion kann der Direktorin oder dem Direktor des Instituts die Befugnis übertragen, Vereinbarungen, die das Institut binden, abzuschliessen.

Art. 6 Konsultativkommission

a) Auftrag

Die Konsultativkommission (die Kommission) ist beratendes Organ des Staatsrats und des Instituts für Fragen zur Ausrichtung, Organisation und Geschäftsführung des Instituts.

Art. 7 b) Zusammensetzung und Organisation

¹ Die Kommission setzt sich aus der Vorsteherin oder dem Vorsteher der Direktion sowie weiteren 8 bis 12 Mitgliedern zusammen, die vom Staatsrat ernannt werden. Die Vorsteherin oder der Vorsteher der Direktion führt den Vorsitz.

² Die Kommission bezeichnet ihre Vizepräsidentin oder ihren Vizepräsidenten.

³ Die Direktorin oder der Direktor des Instituts und die Leiterin oder der Leiter der Verwaltung nehmen an den Sitzungen mit beratender Stimme teil.

⁴ Le secrétariat de la Commission est assuré par la Direction.

⁵ Pour le surplus, l'organisation de cette Commission est fixée par le règlement d'exécution.

Art. 8 c) Attributions

¹ La Commission donne son préavis au Conseil d'Etat sur:

- a) les objectifs de gestion de l'Institut, conformément aux missions et mandats attribués à ce dernier;
- b) les dispositions d'exécution de la présente loi;
- c) le choix du directeur ou de la directrice de l'Institut;
- d) la planification pluriannuelle, l'enveloppe budgétaire annuelle, les budgets annuels, les comptes et le rapport d'activité de l'Institut;
- e) les autres objets qui relèvent du Conseil d'Etat et qui concernent l'Institut.

² Elle donne son préavis à la Direction sur l'organigramme et l'engagement des membres du conseil de direction de l'Institut.

³ De plus, elle donne son avis sur toutes les autres questions de portée générale dont la Direction ou le directeur ou la directrice de l'Institut la saisit.

Art. 9 Organe de révision

Les comptes de l'Institut sont révisés annuellement par l'Inspection des finances.

B. Organisation interne

Art. 10 Organes de l'Institut

a) Généralités

Les organes de l'Institut sont:

- a) le conseil de direction;
- b) le directeur ou la directrice de l'Institut.

⁴ Die Direktion führt das Sekretariat der Kommission.

⁵ Im Übrigen wird die Organisation dieser Kommission im Ausführungsreglement festgelegt.

Art. 8 c) Befugnisse

¹ Die Kommission gibt dem Staatsrat ihre Stellungnahme ab:

- a) zu den Zielsetzungen für die Geschäftsführung des Instituts entsprechend der dem Institut übertragenen Aufgaben und Aufträge;
- b) zu den Ausführungsbestimmungen zu diesem Gesetz;
- c) zur Wahl der Direktorin oder des Direktors des Instituts;
- d) zur Mehrjahresplanung, zum jährlichen Globalbudget, den jährlichen Voranschlägen, Rechnungen und dem Tätigkeitsbericht des Instituts;
- e) zu den übrigen Geschäften, die in die Zuständigkeit des Staatsrats fallen und das Institut betreffen.

² Sie gibt der Direktion ihre Stellungnahme zum Organigramm und zur Anstellung der Mitglieder des Direktionsrats ab.

³ Sie nimmt ausserdem zu allen anderen Fragen allgemeiner Tragweite, für die sie von der Direktion, der Direktorin oder dem Direktor des Instituts beigezogen wird, Stellung.

Art. 9 Revisionsorgan

Die Rechnungen des Instituts werden jährlich vom Finanzinspektorat geprüft.

B. Interne Organisation

Art. 10 Organe des Instituts

a) Allgemeines

Die Organe des Instituts sind:

- a) der Direktionsrat;
- b) die Direktorin oder der Direktor des Instituts.

Art. 11 b) Conseil de direction

¹ Le conseil de direction se compose du directeur ou de la directrice de l'Institut, qui le préside, des chef-fe-s des centres de formation, des chef-fe-s des stations cantonales ainsi que du responsable administratif ou de la responsable administrative.

² Le conseil de direction statue à la majorité des membres présents. En cas d'égalité, la voix du directeur ou de la directrice est prépondérante. Les personnes invitées ont voix consultative.

³ Sur la proposition du directeur ou de la directrice de l'Institut, le conseil de direction:

- a) arrête les orientations, les objectifs et les mesures propres au développement et au fonctionnement de l'Institut;
- b) arrête les projets relatifs à l'organisation interne de l'Institut et de ses secteurs et à l'organigramme;
- c) arrête les projets relatifs à la planification pluriannuelle, à l'enveloppe budgétaire annuelle, aux budgets annuels, aux comptes et au rapport d'activité de l'Institut.

Art. 12 c) Directeur ou directrice de l'Institut

¹ Le directeur ou la directrice de l'Institut dirige et administre l'Institut.

² Il ou elle dispose notamment des attributions et compétences suivantes:

- a) pourvoir à la bonne marche de l'Institut et à son développement;
- b) représenter l'Institut et le conseil de direction;
- c) déterminer les objectifs particuliers de l'Institut;
- d) désigner son suppléant ou sa suppléante parmi les membres du conseil de direction;
- e) conduire les affaires du personnel et engager le personnel de l'Institut;
- f) assurer l'information interne et externe ainsi que les relations publiques de l'Institut;
- g) participer aux conférences professorales;
- h) inviter aux séances du conseil de direction les personnes dont la contribution est jugée opportune.

³ Il ou elle assume toutes les compétences qui ne sont pas expressément réservées au conseil de direction.

Art. 11 b) Direktionsrat

¹ Der Direktionsrat setzt sich zusammen aus der Direktorin oder dem Direktor des Instituts, den Chefinnen oder Chefs der Bildungszentren, den Chefinnen oder Chefs der kantonalen Stationen sowie aus der Leiterin oder dem Leiter der Verwaltung. Die Direktorin oder der Direktor des Instituts führt den Vorsitz.

² Der Direktionsrat entscheidet mit der Mehrheit der anwesenden Mitglieder. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme der Direktorin oder des Direktors den Ausschlag. Eingeladene Personen haben beratende Stimme.

³ Auf Antrag der Direktorin oder des Direktors des Instituts beschliesst der Direktionsrat:

- a) die Ausrichtungen, die Zielsetzungen und die Massnahmen für die Weiterentwicklung und den Betrieb des Instituts;
- b) die Entwürfe über die interne Organisation des Instituts und seiner Sektoren und die Entwürfe des Organigramms;
- c) die Entwürfe der Mehrjahresplanung, des jährlichen Globalbudgets, der jährlichen Voranschläge, der Rechnungen und des Tätigkeitsberichts des Instituts.

Art. 12 c) Direktorin oder Direktor des Instituts

¹ Die Direktorin oder der Direktor des Instituts leitet und verwaltet das Institut.

² Sie oder er verfügt namentlich über die folgenden Befugnisse und Zuständigkeiten. Sie oder er:

- a) sorgt für den guten Betrieb des Instituts und dessen Weiterentwicklung;
- b) vertritt das Institut und den Direktionsrat;
- c) legt die besonderen Zielsetzungen des Instituts fest;
- d) bezeichnet eine Stellvertreterin oder einen Stellvertreter aus den Mitgliedern des Direktionsrats;
- e) stellt das Personal des Instituts an und leitet es;
- f) stellt die interne und externe Information sowie die Öffentlichkeitsarbeit des Instituts sicher;
- g) nimmt an den Lehrerkonferenzen teil;
- h) lädt Personen, deren Teilnahme als zweckmässig erachtet wird, an die Direktionsratssitzungen ein.

³ Sie oder er nimmt alle Zuständigkeiten wahr, die nicht ausdrücklich dem Direktionsrat vorbehalten sind.

Art. 13 Structure de l'Institut
a) Généralités

¹ L'Institut est composé de:

- a) centres de formation;
- b) stations cantonales;
- c) l'administration.

² Les centres de formation et les stations cantonales peuvent être assistés de commissions spécialisées, rattachées administrativement à l'Institut. Leur composition et leurs attributions sont fixées par le Conseil d'Etat.

Art. 14 b) Centres de formation

¹ Un centre de formation groupe les activités de formation professionnelle qui lui sont spécifiques.

² Il est dirigé par un chef ou une cheffe de centre de formation.

³ Chaque centre de formation dispose d'une conférence professorale qui réunit l'ensemble des formateurs et formatrices du centre de formation, d'une école précise ou d'un cours particulier de celui-ci.

⁴ La conférence professorale est consultée pour les questions relatives à l'enseignement, notamment en ce qui concerne:

- a) la bonne marche des cours dispensés;
- b) les règlements et directives scolaires, y compris les conditions d'admission des personnes à former;
- c) les branches, les exigences de la formation et les programmes;
- d) la formation pédagogique et méthodologique du corps enseignant;
- e) les équipements scolaires.

Art. 15 c) Stations cantonales

¹ Une station cantonale groupe les prestations de service qui relèvent de son pôle de compétence. Sa mission est notamment:

- a) de participer à la formation que dispensent les centres de formation;
- b) d'assumer les tâches de vulgarisation, de formation continue, la recherche appliquée et le développement, notamment pour les exploitations agricoles et les entreprises laitières ainsi que leurs organisations professionnelles;

Art. 13 Aufbau des Instituts
a) Allgemeines

¹ Das Institut setzt sich zusammen aus:

- a) den Bildungszentren;
- b) den kantonalen Stationen;
- c) der Verwaltung.

² Die Bildungszentren und die kantonalen Stationen können von Fachkommissionen, die dem Institut administrativ zugewiesen sind, unterstützt werden. Ihre Zusammensetzung und Befugnisse werden vom Staatsrat festgelegt.

Art. 14 b) Bildungszentren

¹ Ein Bildungszentrum vereint die Tätigkeiten der Berufsbildung auf seinem Gebiet.

² Es wird von der Chefin oder dem Chef des Bildungszentrums geleitet.

³ Jedes Bildungszentrum verfügt über eine Lehrerkonferenz, die alle Ausbilderinnen und Ausbilder des Bildungszentrums, einer seiner Schulen oder eines Kurses vereint.

⁴ Die Lehrerkonferenz wird für Fragen zum Unterricht konsultiert, namentlich:

- a) zum reibungslosen Ablauf der Kurse;
- b) zu schulischen Reglementen und Weisungen einschliesslich der Zulassungsbedingungen für die auszubildenden Personen;
- c) zu den Fächern, zu den Anforderungen der Ausbildung und zu den Lehrplänen;
- d) zur pädagogischen und methodologischen Ausbildung der Lehrkräfte;
- e) zu den Schuleinrichtungen.

Art. 15 c) Kantonale Stationen

¹ Eine kantonale Station umfasst die Dienstleistungen, die in ihren Kompetenzbereich fallen. Sie hat namentlich die Aufgabe:

- a) sich an den von den Bildungszentren erteilten Ausbildungen zu beteiligen;
- b) Beratungs- und Weiterbildungsaufgaben sowie die angewandte Forschung und Entwicklung namentlich für die land- und milchwirtschaftlichen Betriebe und deren Berufsorganisationen zu übernehmen;

- c) d'exécuter les mandats de conseils, d'expertises, de services et de contrôles ainsi que les tâches qui lui sont attribuées.

² Elle est dirigée par un chef ou une cheffe de station.

Art. 16 d) Administration

¹ L'administration soutient les centres de formation et les stations cantonales de l'Institut dans l'exécution de leurs tâches, notamment dans la gestion administrative, des ressources humaines, des finances, des infrastructures et de la logistique.

² Elle est dirigée par un responsable administratif ou une responsable administrative.

Art. 17 Statut du personnel

Le personnel de l'Institut est soumis à la législation sur le personnel de l'Etat, sous réserve des prescriptions particulières fixées par le règlement d'exécution.

CHAPITRE 3

Exécution des tâches et financement

Art. 18 Tâches de l'Institut

¹ Les domaines d'activité de l'Institut sont définis par la législation, en particulier par la loi cantonale sur l'agriculture.

² Les tâches qui résultent des domaines d'activité de l'Institut comprennent:

- a) l'offre et la gestion de la formation professionnelle initiale et des formations supérieures et continues à des fins professionnelles ainsi que de la formation des adultes;
- b) des prestations de conseil, de vulgarisation, de mandats et de services, ou d'exécution et de contrôle;
- c) des prestations en matière de recherche appliquée, de développement et d'appui scientifique au profit de la formation et des tiers;
- d) la collaboration avec ses partenaires ou des tiers sur la base des conventions.

- c) ihren Auftrag im Zusammenhang mit Beratungen, Gutachten, Dienstleistungen und Kontrollen sowie die weiteren ihr übertragenen Aufgaben wahrzunehmen.

² Sie wird von einer Stationschefin oder von einem Stationschef geleitet.

Art. 16 d) Verwaltung

¹ Die Verwaltung unterstützt die Bildungszentren und die kantonalen Stationen des Instituts bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben, namentlich bei der Verwaltungsführung sowie bei der Verwaltung des Personals, der Finanzen, der Infrastrukturen und der Logistik.

² Sie wird von einer Leiterin oder einem Leiter der Verwaltung geführt.

Art. 17 Stellung des Personals

Das Personal des Instituts untersteht der Gesetzgebung über das Staatspersonal; die im Ausführungsreglement festgelegten Spezialvorschriften bleiben vorbehalten.

3. KAPITEL

Wahrnehmung der Aufgaben und Finanzierung

Art. 18 Aufgaben des Instituts

¹ Die Tätigkeitsbereiche des Instituts sind in der Gesetzgebung, insbesondere im kantonalen Landwirtschaftsgesetz festgelegt.

² Die Aufgaben, die sich aus den Tätigkeitsbereichen des Instituts ergeben, umfassen:

- a) das Angebot und das Management der beruflichen Grundbildung und der höheren Berufs- und Weiterbildungen sowie der Erwachsenenbildung;
- b) die Beratung, Aufträge und Dienstleistungen sowie den Vollzug und die Kontrolle;
- c) Leistungen im Bereich angewandte Forschung, Entwicklung und wissenschaftliche Unterstützung zugunsten der Ausbildung und Dritter;
- d) die Zusammenarbeit mit Partnern oder Dritten im Rahmen von Vereinbarungen.

Art. 19 Moyens

¹ Pour accomplir les tâches qui lui sont confiées, l'Institut gère et développe les moyens mis à sa disposition, notamment:

- a) les ressources humaines;
- b) les infrastructures et les équipements, les unités de production et les services ainsi que l'information documentaire;
- c) les méthodes propres à la formation, à la production et aux services.

² Il peut agir par ses structures administratives et par les processus de gestion qui lui sont propres. Il observe les normes admises et les standards de qualité.

Art. 20 Financement

a) En général

¹ L'Etat supporte les frais de fonctionnement et d'investissement de l'Institut.

² Le financement de l'Institut est assuré par:

- a) le montant qui lui est alloué dans le cadre du budget cantonal;
- b) les écolages et d'autres taxes ainsi que des émoluments;
- c) les contributions et les participations;
- d) les produits des unités de production et des services;
- e) les éventuels dons et legs;
- f) les amendes et sanctions prononcées en vertu des législations fédérale et cantonale.

³ Le règlement d'exécution détermine les prestations qui sont financées par les collectivités publiques et celles qui le sont prioritairement par les bénéficiaires.

Art. 21 b) Enveloppe budgétaire

¹ Après l'adoption de la planification pluriannuelle, le Conseil d'Etat arrête l'enveloppe budgétaire annuelle nécessaire au fonctionnement et au développement de l'Institut.

² L'Institut dispose librement de l'enveloppe budgétaire annuelle, dans les limites de la législation sur le personnel de l'Etat, de la législation sur les finances de l'Etat et des tâches de formation et de prestations ainsi que des mandats qui lui sont confiés.

Art. 19 Mittel

¹ Für die Wahrnehmung seiner Aufgaben verwaltet und entwickelt das Institut die ihm zur Verfügung stehenden Mittel, namentlich:

- a) das Personal;
- b) die Infrastruktur und die Ausstattung, die Produktionseinheiten und die Dienste sowie die Geschäftsführung und die Information und Dokumentation;
- c) für den Unterricht, die Produktion und Dienstleistungen geeignete Methoden.

² Es kann im Rahmen seiner Verwaltungsstrukturen und den ihm eigenen Führungsprozessen handeln. Es richtet sich nach den anerkannten Normen und Qualitätsstandards.

Art. 20 Finanzierung

a) Im Allgemeinen

¹ Der Staat trägt die Betriebs- und Investitionskosten des Instituts.

² Die Finanzierung des Instituts wird gewährleistet durch:

- a) den ihm im kantonalen Voranschlag gewährten Betrag;
- b) die Schulgelder und andere Gebühren;
- c) die Beiträge und Beteiligungen;
- d) die in den Produktionseinheiten und mit Dienstleistungen erzielten Erträge;
- e) allfällige Spenden und Legate;
- f) die Bussen und Strafen, die gestützt auf die eidgenössische und kantonale Gesetzgebung ausgesprochen werden.

³ Im Ausführungsreglement wird festgelegt, welche Leistungen von der öffentlichen Hand und welche hauptsächlich von den Leistungsempfängern finanziert werden.

Art. 21 b) Globalbudget

¹ Nach der Annahme der Mehrjahresplanung beschliesst der Staatsrat das für den Betrieb und die Weiterentwicklung des Instituts notwendige jährliche Globalbudget.

² Das Institut verfügt im Rahmen der Gesetzgebung über das Staatspersonal, der Gesetzgebung über den Finanzhaushalt des Staates sowie der ihm übertragenen Bildungs- und Leistungsaufgaben und Aufträge frei über das jährliche Globalbudget.

³ Sur la base de cette enveloppe, le conseil de direction de l'Institut élabore une proposition de budget.

⁴ Les compétences budgétaires du Grand Conseil sont réservées.

Art. 22 c) Comptabilité analytique

L'Institut tient une comptabilité analytique qui permet de déterminer le degré de couverture des coûts des prestations délivrées.

Art. 23 d) Ecolages et autres taxes, émoluments et prix

¹ Lors de la fixation des ecolages (art. 4 al. 2 let. b), le Conseil d'Etat peut tenir compte du domicile extracantonale des personnes en formation. La législation fédérale et les accords intercantonaux demeurent réservés.

² Les prix pour les produits et les services fournis par l'Institut sur une base contractuelle de droit public ou privé se réfèrent aux conditions du marché et sont fixés par l'Institut.

CHAPITRE 4

Statut des personnes en formation

Art. 24 Objectifs

Les formations sont dispensées de manière à:

- a) acquérir des compétences humaines et professionnelles;
- b) promouvoir l'autonomie des personnes en formation;
- c) favoriser le sens des responsabilités et de la solidarité;
- d) développer l'aptitude à travailler en groupe.

Art. 25 Droits et obligations

¹ Les personnes en formation prennent une part active à la vie de l'Institut. Elles ont le droit, individuellement et collectivement, d'être informées sur les questions les concernant et d'adresser au directeur ou à la directrice de l'Institut des propositions relatives au fonctionnement de l'Institut.

² Les personnes en formation sont tenues de se conformer aux règlements ou ordonnances scolaires ainsi qu'aux directives internes de l'Institut.

³ Auf der Grundlage dieses Globalbudgets arbeitet der Direktionsrat des Instituts einen Budgetvorschlag aus.

⁴ Die Budgetkompetenzen des Grossen Rates bleiben vorbehalten.

Art. 22 c) Analytische Buchhaltung

Das Institut führt eine analytische Buchhaltung, die es erlaubt, für die erbrachten Leistungen den Grad der Kostendeckung zu bestimmen.

Art. 23 d) Schulgelder, andere Gebühren und Preise

¹ Bei der Festlegung der Schulgelder (Art. 4 Abs. 2 Bst. b) kann der Staatsrat den ausserkantonalen Wohnsitz der Personen in Ausbildung berücksichtigen. Die Bundesgesetzgebung und die interkantonalen Abkommen bleiben vorbehalten.

² Die Preise für Produkte oder Dienstleistungen, die das Institut im Rahmen eines öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Vertrags liefert, richten sich nach den Bedingungen des Marktes. Sie werden vom Institut festgelegt.

4. KAPITEL

Stellung von Personen in Ausbildung

Art. 24 Ziele

Die Ausbildungen tragen bei:

- a) zum Erwerb der menschlichen und beruflichen Fähigkeiten;
- b) zur Förderung der Selbständigkeit der Personen in Ausbildung;
- c) zur Förderung des Verantwortungsgefühls und des Solidaritätsgedankens;
- d) zur Entwicklung der Fähigkeit zur Teamarbeit.

Art. 25 Rechte und Pflichten

¹ Die Personen in Ausbildung nehmen aktiv am Institutsleben teil. Sie haben das Recht, einzeln oder gemeinsam über sie betreffende Fragen informiert zu werden und sich mit Vorschlägen zum Betrieb des Instituts an die Direktorin oder den Direktor des Instituts zu wenden.

² Die Personen in Ausbildung müssen sich an die Schulreglemente und -verordnungen sowie an die institutsinternen Weisungen halten.

Art. 26 Règlements ou ordonnances scolaires

Les règlements ou ordonnances scolaires ont trait aux écoles et aux cours de l'Institut. Ils fixent:

- a) les rapports de la personne à former, de ses parents et de ses représentants, des formateurs et formatrices en entreprise ainsi que des tiers avec l'Institut, ses centres, ses écoles et ses stations;
- b) les conditions d'admission, des examens, des promotions et de l'octroi des attestations, des certificats et des diplômes;
- c) les plans et règlements d'études;
- d) les sanctions et les procédures disciplinaires.

Art. 27 Ecolage et autres taxes

¹ La fréquentation de l'Institut est soumise à un ecolage. La législation fédérale et les accords intercantonaux demeurent réservés.

² Les prestations particulières de l'Institut font l'objet de taxes.

³ Les ecolages et les autres taxes sont perçus par l'administration de l'Institut auprès des personnes en formation. L'Institut peut accepter des paiements par acomptes.

Art. 28 Sanctions disciplinaires

¹ La personne en formation qui, de manière fautive, viole par son comportement des dispositions légales ou réglementaires est passible de sanctions disciplinaires.

² La sanction la plus grave est l'exclusion. Les autres sanctions disciplinaires sont:

- a) la suspension des cours de la personne fautive pour une durée d'une à trois semaines;
- b) la menace d'exclusion ou de suspension;
- c) l'amende, allant de 20 à 200 francs;
- d) l'avertissement;
- e) le blâme.

³ La sanction disciplinaire peut être assortie de conditions par rapport au comportement de la personne sanctionnée et à la poursuite de sa formation.

Art. 26 Schulreglemente und -verordnungen

Die Schulreglemente und -verordnungen beziehen sich auf die Schulen und Kurse des Instituts. Sie regeln:

- a) die Beziehungen der Person in Ausbildung, ihrer Eltern und Vertreter, der Auszubildenden in Lehrbetrieben und Dritten zum Institut, seinen Zentren, seinen Schulen und seinen Stationen;
- b) die Bedingungen für die Aufnahme, die Prüfungen, die Beförderungen, die Ausstellung von Bestätigungen und die Verleihung der Ausweise und Diplome;
- c) die Studienpläne und -reglemente;
- d) die Disziplinarmaßnahmen und -verfahren.

Art. 27 Schulgeld und andere Gebühren

¹ Für den Besuch des Instituts muss ein Schulgeld entrichtet werden. Die Bundesgesetzgebung und die interkantonalen Abkommen bleiben vorbehalten.

² Für besondere Leistungen des Instituts werden Gebühren erhoben.

³ Die Schulgelder und anderen Gebühren werden von der Verwaltung des Instituts bei den Personen in Ausbildung erhoben. Das Institut kann Ratenzahlungen genehmigen.

Art. 28 Disziplinarmaßnahmen

¹ Gegen eine Person in Ausbildung, die durch ihr Verhalten schuldhaft die gesetzlichen oder reglementarischen Bestimmungen verletzt, werden Disziplinarmaßnahmen ergriffen.

² Die schwerste Strafe ist der Ausschluss. Weitere Disziplinarmaßnahmen sind:

- a) die Suspendierung der schuldhaften Person von Kursen während 1 bis 3 Wochen;
- b) die Androhung des Ausschlusses oder der Suspendierung;
- c) eine Busse in der Höhe von 20 bis 200 Franken;
- d) die Verwarnung;
- e) der Verweis.

³ Die Disziplinarmaßnahme kann mit Bedingungen und Auflagen zum Betragen der bestraften Person und der Fortsetzung ihrer Ausbildung verbunden werden.

⁴ La sanction disciplinaire est prononcée par le chef ou la cheffe du centre de formation concerné.

CHAPITRE 5

Voies de droit

Art. 29 Décisions affectant le statut des personnes en formation
a) En général

¹ A l'exception des décisions des chef-fe-s de centre de formation, toute décision qui affecte ou peut affecter le statut d'une personne en formation peut, dans les dix jours, faire l'objet d'une réclamation auprès du chef ou de la cheffe du centre de formation concerné.

² Le chef ou la cheffe du centre de formation statue à bref délai.

Art. 30 b) Décision du chef ou de la cheffe du centre de formation

Toute décision du chef ou de la cheffe du centre de formation qui affecte ou peut affecter le statut d'une personne en formation peut, dans les dix jours, faire l'objet d'un recours auprès du directeur ou de la directrice de l'Institut.

Art. 31 Décisions relatives à la procédure de qualification

¹ A défaut de dispositions particulières dans la législation spéciale, toute décision relative aux examens ou aux travaux lors d'une procédure de qualification peut, dans les dix jours, faire l'objet d'une réclamation auprès de l'autorité qui décide de leur réussite.

² La décision sur réclamation peut, dans les dix jours, faire l'objet d'un recours auprès du directeur ou de la directrice de l'Institut.

Art. 32 Décisions du chef ou de la cheffe de station

A défaut de dispositions particulières dans la législation spéciale, toute décision du chef ou de la cheffe de station peut, dans les dix jours, faire l'objet d'un recours auprès du directeur ou de la directrice de l'Institut.

⁴ Die Disziplinarmaßnahme wird von der Chefin oder dem Chef des betreffenden Bildungszentrums verfügt.

5. KAPITEL

Rechtsmittel

Art. 29 Die Stellung von Personen in Ausbildung beeinträchtigende Entscheide
a) Im Allgemeinen

¹ Mit Ausnahme der Entscheide der Chefinnen oder Chefs der Bildungszentren kann gegen jeden Entscheid, der die Stellung einer Person in Ausbildung beeinträchtigt oder beeinträchtigen kann, innert 10 Tagen bei der Chefin oder dem Chef des betreffenden Bildungszentrums Einsprache erhoben werden.

² Die Chefin oder der Chef des Bildungszentrums entscheidet innert kurzer Frist.

Art. 30 b) Entscheide der Chefin oder des Chefs eines Bildungszentrums

Gegen jeden Entscheid einer Chefin oder eines Chefs eines Bildungszentrums, der die Stellung einer Person in Ausbildung beeinträchtigt oder beeinträchtigen kann, kann innert 10 Tagen bei der Direktorin oder dem Direktor des Instituts Beschwerde eingereicht werden.

Art. 31 Entscheide im Qualifikationsverfahren

¹ Sofern die Spezialgesetzgebung nichts anderes bestimmt, kann gegen Entscheide zu Prüfungen und Arbeiten im Rahmen eines Qualifikationsverfahrens innert 10 Tagen bei der Behörde, die über deren Ergebnis entscheidet, Einsprache erhoben werden.

² Gegen den Einspracheentscheid kann innert zehn Tagen bei der Direktorin oder dem Direktor des Instituts Beschwerde eingereicht werden.

Art. 32 Entscheide der Stationschefin oder des Stationschefs

Sofern die Spezialgesetzgebung nichts anderes bestimmt, kann gegen Entscheide der Stationschefin oder des Stationschefs innert 10 Tagen bei der Direktorin oder dem Direktor des Instituts Beschwerde eingereicht werden.

Art. 33 Décisions du directeur ou de la directrice de l'Institut

Toute décision du directeur ou de la directrice de l'Institut peut, dans les trente jours, faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif.

Art. 34 Requêtes, plaintes et recours relatifs aux questions de personnel

Les requêtes, plaintes et recours relatifs aux questions de personnel sont réglés par la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 35 Procédure

Pour le surplus, la procédure est réglée par le code de procédure et de juridiction administrative.

CHAPITRE 6

Dispositions finales

Art. 36 Droit transitoire

Aussi longtemps que l'Institut reste soumis, en tant qu'unité pilote, au décret du 8 février 2000 concernant l'introduction dans l'administration cantonale, à titre expérimental, de la gestion par mandats de prestations, son financement reste régi par ce décret ainsi que par la législation spéciale.

Art. 37 Abrogation

La loi du 19 février 1992 sur l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg, à Grangeneuve (LIAG; RSF 911.10.1), est abrogée.

Art. 38 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 33 Entscheide der Direktorin oder des Direktors des Instituts

Gegen Entscheide der Direktorin oder des Direktors des Instituts kann innert 30 Tagen beim Verwaltungsgericht Beschwerde eingereicht werden.

Art. 34 Gesuche, Klagen und Beschwerden im Zusammenhang mit Personalfragen

Gesuche, Klagen und Beschwerden im Zusammenhang mit Personalfragen werden in der Gesetzgebung über das Staatspersonal geregelt.

Art. 35 Verfahren

Im Übrigen ist das Verfahren im Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege geregelt.

6. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 36 Übergangsbestimmung

Solange das Institut als Piloteinheit dem Dekret vom 8. Februar 2000 über die versuchsweise Einführung der Führung mit Leistungsauftrag in der Kantonsverwaltung untersteht, wird seine Finanzierung durch dieses Dekret und die Spezialgesetzgebung geregelt.

Art. 37 Aufhebung bisherigen Rechts

Das Gesetz vom 19. Februar 1992 über das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg in Grangeneuve (LIGG; SGF 911.10.1) wird aufgehoben.

Art. 38 Inkrafttreten

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.